

L'influence des groupes de pères séparés sur le droit de la famille en Australie

Miranda Kaye et Julia Tolmie (1998) *

« Il existe un point de vue constant et persistant, affiché par des gens qui sont souvent des plaideurs frustrés et parfois manifestement dysfonctionnels, à l'effet que le tribunal est en quelque sorte la créature d'organisations hostiles à la famille, qui s'en serviraient pour détruire cette institution sociale... Un corollaire malheureux de cette approche est que certains intervenants sociaux et politiciens relativement peu informés au sujet de ces enjeux tendent à faire cause commune avec ces personnes dysfonctionnelles, apparemment en vue de gains politiques. Cela a pour conséquence assez déplorable d'autoriser de telles personnes à croire que leur comportement est non seulement acceptable mais digne d'obtenir la sympathie des politiciens et du gouvernement. Le présent tribunal a trop souvent pu constater que ses critiques les plus tenaces avaient fait preuve de comportements totalement injustifiables, et notamment de violences infligées à des femmes et à des enfants. De telles personnes, qui épousent souvent la cause des droits des pères, la servent bien mal. Certains arguments valables militent en leur faveur, et il importe que la Cour et son personnel évitent toute attitude stéréotypée à l'égard des hommes comme des femmes. Néanmoins, le comportement et l'attitude des partisans de ces prétendus droits des pères laissent bien peu de place à l'argumentation rationnelle. »¹

Présentation

Le mouvement de promotion des droits des pères dans le contexte du droit de la famille émerge depuis peu en Australie. Même si quelques groupes de pères y sont établis de longue date, le mouvement semble récemment acquérir de l'élan, de la crédibilité et du soutien populaire et devenir une force politique et médiatique. En témoignent l'attention reçue des médias ², l'apparente prolifération de ces organisations et de leurs filiales ³, l'organisation de colloques ⁴ et d'infrastructures ⁵, les expressions de soutien de la part de politiciens ⁶, la création de partis politiques ⁷ et le nombre et le fini des propositions de réformes juridiques déposées par ces organisations. D'autres indices de cette montée en force sont manifestes dans la vigoureuse réaction du Juge en chef du tribunal de la famille (citée ci-dessus) et le sentiment généralisé que le lobby des pères séparés a fortement influencé plusieurs réformes récentes du droit australien de la famille.⁸

Malgré les débats récemment suscités dans les médias par ces groupes, il est surprenant de constater le faible nombre d'écrits à leur sujet dans le contexte australien.⁹ C'est pourquoi nous avons abordé cette recherche avec l'intention d'examiner et de décrire ces groupes comme un phénomène social. En d'autres mots, nous voulions découvrir qui étaient ces organisations, quelle influence elles avaient eue dans les choix de réforme du droit de la famille et quelles étaient leurs principales revendications. Nous avons axé notre recherche sur des sources primaires : les mémoires déposés par ces groupes à des instances de réforme juridique dans divers domaines du droit de la famille, des entrevues téléphoniques menées par notre assistant de recherche auprès de représentants de différentes organisations,¹⁰ de la documentation produite par ces groupes et des recherches média.

Le présent article comprend deux sections. Dans la première, nous abordons brièvement le succès apparent des groupes de pères séparés à orienter les réformes du droit australien de la famille. Dans la seconde, nous énumérons les principales doléances soulevées par ces groupes depuis leurs débuts. Une telle démarche met en lumière le caractère hautement politisé du programme préconisant plus de droits pour les pères. Notre intention, en présentant ce portrait, est de jeter les bases en vue d'une éventuelle confrontation critique¹¹ de ces organisations au sujet des enjeux qu'elles portent sur la place publique. Comme notre projet est de décrire – mais certainement pas d'épouser – les perspectives de ce mouvement néo-patriarcal, nous nous sommes limitées à quelques points de vue critiques (très limités).

* Maîtres de conférences à la Faculté de droit de l'Université de Sidney, en Australie. Nous remercions Reg Graycar pour ses commentaires sur de premières versions de cet article. Nous tenons également à remercier Jonathon Hunyor, Suzanne Christie et Veronique Maury pour leur aide inestimable à cette recherche, qui a été subventionnée par le New South Wales Law Foundation Legal Scholarship Support Fund.

Qui sont les organisations du mouvement néo-patriarcal?

Aux fins de cette recherche, nous avons défini le mouvement néo-patriarcal comme regroupant, soit des groupes qui représentent explicitement les intérêts des pères (que ceux-ci aient ou non la garde des enfants), soit des organisations dont le programme politique reflète les intérêts des parents non gardiens (qui sont, statistiquement, plus susceptibles d'être des pères). Cette définition est très large. Elle inclut des groupes dont la seule priorité est la défense des droits des pères, d'autres groupes qui parlent de parentalité dans le cadre de leur militance générale pour les droits des hommes et, enfin, des groupes qui prétendent ne représenter aucun des deux parents mais dont les écrits et les revendications en matière de réforme du droit révèlent un programme fortement axé sur les intérêts des parents non gardiens. On peut citer en exemples de la première catégorie des organisations comme la Lone Fathers Association of Australia (LFAA), Equality for Fathers ou Dads Against Discrimination. Un exemple de la troisième catégorie est la Family Law Reform Association NSW Inc., qui prétend ne pas être un groupe de pères séparés. Cette organisation dit réclamer l'égalité entre les deux parents mais constater tout simplement que ce sont habituellement les pères qui sont désavantagés. Elle correspond à notre définition parce qu'elle a été mise sur pied par des hommes et que son programme reflète d'abord et avant tout les intérêts des parents non gardiens.

Nous avons également tenu compte dans cette recherche d'un certain nombre de groupes « marginaux » au sens de notre définition c'est-à-dire qu'à l'occasion leurs prises de position correspondent parfaitement à nos critères, mais en d'autres, non. L'organisation Parents Without Partners (PWP) en constitue le meilleur exemple. Un des représentants interviewés nous l'a décrit comme un simple groupe social, qui ne représentait aucune communauté particulière, alors qu'un autre représentant de PWP nous a fait part d'un programme bel et bien centré sur les droits des pères. Un des mémoires de réforme du droit produits par cette organisation appuyait vigoureusement les revendications du parent non gardien, alors que d'autres mémoires du même groupe comprenaient des arguments favorables aux intérêts des parents gardiens, hommes et femmes confondus. Nous avons également classé parmi les cas marginaux des organisations comme Women Who Want to be Women et Women and Grandparents Treated Unfairly by the Family Law, qui affirment clairement ne représenter ni les intérêts des pères ni ceux des parents non gardiens mais qui affichent néanmoins un programme politique ouvertement favorable à ces groupes d'intérêts.

Bon nombre de ces groupes prétendent représenter une communauté très vaste (et en plein développement), bien que leurs effectifs soient parfois comptabilisés de façon très libre. Par exemple, un représentant de Dads Against Discrimination a prétendu que son groupe représentait 350 000 hommes, soit « le nombre d'hommes aux prises avec l'appareil du droit de la famille ».12 De plus, certains de ces groupes affirment répondre à beaucoup de demandes de renseignements issues du public. Leurs activités typiques sont très diversifiées : organisation périodique de rencontres d'entraide où des membres relatent leur vécu face à l'appareil du droit de la famille, tenue de sessions publiques d'information avec des conférenciers invités, dépôt de mémoires auprès d'instances gouvernementales sur des dossiers de réforme du droit, démarchage auprès des médias, production de bulletins et de brochures, lobbying politique, incitation de leurs membres à exercer de telles pressions et orientation de ceux-ci vers des services de renseignements et de soutien professionnel.

Le mouvement néo-patriarcal semble se caractériser par un taux élevé de roulement des groupes de pères séparés. Beaucoup de ceux que nous avons voulu contacter pour une entrevue téléphonique semblaient avoir cessé d'exister depuis le dépôt du mémoire qui nous avait signalé leur présence. Malgré cette instabilité, quelques organisations soutiennent fonctionner depuis plusieurs années.¹³ Nous avons l'impression qu'elles survivent surtout en raison des efforts incessants d'un ou deux activistes. Par exemple, Barry Williams, membre fondateur et président national de la Lone Fathers Association of Australia (LFAA) depuis 1973, joue également un rôle de premier plan dans PWP, à laquelle il est associé depuis plus de deux décennies. Pour sa part, « Nevil Abolish Child Support and the Family Court »¹⁴ « gère » également le groupe Parent Without Rights (PWR) depuis huit ans. Il semble qu'un autre problème commun à ces organisations soit l'absence de continuité de leur membership, dans la mesure où les gens tendent à les délaisser « dès qu'ils ont reçu l'aide demandée ».15

La participation croissante de femmes au mouvement est un aspect intéressant du lobby néo-patriarcal. Bon nombre de ces groupes prennent grand soin de souligner que des femmes comptent parmi leurs membres et que celles-ci occupent parfois des postes clés dans l'organisation.¹⁶ Les femmes qui s'impliquent ont tendance à le faire à titre de « secondes conjointes » ou d'autres membres de la famille d'hommes qui ont eu, d'une façon ou d'une autre, maille à partir avec l'appareil de droit de la famille.

A. Quelle a été l'influence du lobby néo-patriarcal?

L'un des objectifs de la présente étude était d'évaluer l'influence de ces organisations en Australie. Répondre à cette question s'est avéré plus difficile que prévu.

1. Couverture média

Ces organisations et leurs perspectives jouissent d'un fort soutien médiatique. Nous avons constaté que pour traiter des parents non gardiens et des enjeux du droit de la famille en général, les médias incluent quasi-systématiquement des entrevues ou commentaires d'au moins un porte-parole d'un groupe de pères séparés.¹⁷ D'autres commentateurs média « peuvent, sans directement interviewer ces groupes, adopter des points de vue sympathiques aux leurs ». ¹⁸ On en verra même interviewer, en les présentant comme spécialistes de ces dossiers, des « praticiens du droit de la famille » ou des individus étroitement associés à au moins une de ces organisations.¹⁹ L'omniprésence des militants de ces groupes dans les tribunes radio de type « ligne ouverte » n'a rien d'étonnant. Cependant, d'autres émissions, à caractère censément plus objectif, prêtent aussi leurs ondes aux arguments de ces groupes. Ainsi, Radio Nationale, une station du réseau australien de radio ABC, a récemment diffusé un extrait d'un disque intitulé « Displaced Dads », produit par le groupe Dads Against Discrimination, qui explique ainsi cet intérêt des médias :

*Dads Queensland est une des premières organisations auxquelles les journalistes téléphonent pour entendre un point de vue impartial, non sexiste, équilibré et humanitaire au sujet des droits des parents non gardiens et du bien-être de leurs enfants.*²¹

De fait, c'est une opinion que semblent partager les médias, puisque bon nombre des reportages et articles que nous avons écoutés, visionnés et lus pour préparer ce texte ne citent aucune autre perspective sur ces enjeux. Le fait de considérer comme « impartiaux » les points de vue des groupes de pères séparés rappelle le « message subliminal » du droit, critiqué par Naffine et d'autres féministes, à l'effet que « les personnes raisonnables sont les hommes et non les femmes ». ²²

2. Influence politique

Nous soutenons que la rhétorique et les opinions de ces organisations, et l'important battage médiatique dont elles bénéficient, ont affecté le climat où sont débattues les réformes juridiques et politiques en Australie. C'est particulièrement vrai dans la mesure où plusieurs de ces opinions sont les mêmes que celles de la Nouvelle Droite « familialiste ». ²³ Toutefois, le présent document veut éviter d'exagérer l'influence politique de ces groupes, influence que nous avons trouvée très difficile à évaluer. En fait, les organisations divergent elles-mêmes d'opinion à ce sujet. Il leur arrive de laisser entendre qu'elles exercent une influence énorme. Par exemple, le militant néo-patriarcal Ian Monk présente une compilation d'articles de journaux consacrés à ses efforts en ces termes : *Comment j'ai initié trois enquêtes parlementaires sur le droit de la famille et réformé le tribunal de la famille*. Pour sa part, Barry Williams, président national de la LFAA, a déjà tenu les propos suivants :

*Le gouvernement précédent a été avisé que, s'il ne corrigeait pas les injustices extrêmes de la formule actuelle, les parents non gardiens masculins seraient très nombreux à quitter les rangs du Labor Party lors de la prochaine élection. Le gouvernement [d'alors] n'a pas tenu compte de cet avertissement.*²⁴

Barry Williams écrit également :

*J'ai bénéficié d'une audience très constructive et sympathique au Parlement avec Tim Fischer [le vice-premier ministre australien], le 5 février. Il va nous appuyer sur toute la ligne pour des changements rapides et positifs. Il a déclaré que le système, et particulièrement le régime des pensions alimentaires pour enfants, est empreint de partialité contre l'homme. Un sous-comité spécial a été créé en vue de revoir le régime de pensions alimentaires pour enfants.*²⁵

Il existe d'autres indications ou preuves d'une telle influence. Par exemple, Barry Williams affirme que le comité mixte spécial chargé de revoir le fonctionnement du *Family Law Reform Act 1975* (Australie) a été mis sur pied après le dépôt d'une pétition en ce sens initiée lors du congrès de la LFAA de 1990.²⁶ Il affirme également que, comme d'autres groupes de pères séparés, « la LFAA est aujourd'hui invitée à siéger à des groupes consultatifs en droit de la famille et à d'autres comités de discussion ». ²⁷ Un exemple évident de cette influence s'est produit après l'explosion d'une bombe au tribunal australien de la famille [au début des années 1990]. Le procureur général australien de l'époque, Gareth Evans, avait alors écrit à des organisations comme la LFAA en se disant « très préoccupé par la situation du tribunal de la famille et en particulier par les incidents récents de violence » et prêt à se pencher sur toute éventuelle suggestion de réforme de leur part.²⁸

La création de partis politiques est une stratégie récente de ces groupes pour accroître leur influence politique, augmenter leur crédibilité et porter leurs revendications. Selon Peter Brown, du Family Law Reform Party (FLRP) : « Nous devons réformer le système [du droit de la famille]. Et la seule façon d'y arriver est par la voie politique. »²⁹ Voici comment il présente les avantages de s'enregistrer comme parti politique :

J'ai donné un coup de fil à Canberra [la capitale]. . . et j'ai demandé un rendez-vous avec le procureur général pour discuter [de la position du Parti libéral dans les enjeux du droit de la famille]. On m'a demandé à quel groupe nous appartenions et j'ai répondu « le FLRP ». Quand on m'a demandé de quoi il s'agissait, j'ai dit que nous étions un parti politique enregistré et j'ai obtenu mon rendez-vous en moins de deux heures ... Tout cela pour 135 votes.

3. Réforme du droit

Il est cependant difficile d'évaluer dans quelle mesure l'influence politique de ces organisations s'est traduite en des réformes juridiques. On a pu lire dans un article de la revue *Penthouse* [édition australienne], rédigé avant les amendements apportés par le *Family Law Reform Act 1995* :

*Les gens comme Mike Ward [Men's Confraternity], Barry Williams [LFAA] à Canberra et Ken Pierce [LFA NSW] à Sydney savent tous que la route sera longue. Ils ont beaucoup de membres mais aucun soutien financier; leurs interventions peuvent susciter des comités mixtes, des rapports sur le tribunal de la famille et des enquêtes de l'ombudsman, mais ils ne peuvent transformer leurs recommandations en lois; ils ont la sympathie des politiciens, mais bon nombre de ces politiciens ont peur de s'aliéner le vote des femmes.*³⁰

Par contre, dans une lettre adressée à notre assistant de recherche, Barry Williams a dit de la LFAA : « Notre organisation a connu du succès pour plusieurs modifications apportées au *Family Law Act...* » Il est difficile de savoir à quels changements précis M. Williams fait allusion, mais les principaux amendements apportés à cette législation en matière de différends parentaux sont venus du *Family Law Reform Act 1995*. Selon des sources indépendantes du mouvement néo-patriarcal, « un moteur important de ces réformes a été la voix récente et persistante des groupes de pères séparés ». ³¹ Il est clair que certains aspects des réformes semblent satisfaire à quelques-unes des revendications de ces groupes.³² Néanmoins, le lobbying des groupes de femmes a lui aussi eu une influence importante sur la version finale du projet de loi et ces changements n'ont pas dû plaire aux groupes de pères séparés.³³ Donc, même si le « moteur » de ces changements a été le travail des groupes de pères, la loi adoptée par le Parlement ne saurait être décrite comme inféodée aux seuls intérêts de ces organisations. On pourrait en dire autant des propositions récentes de réforme du droit concernant le régime des pensions alimentaires pour enfants.

Il semble toutefois pertinent de souligner que le mouvement néo-patriarcal est de plus en plus efficace à proposer des réformes au droit de la famille et à inciter leurs membres à déposer des mémoires en ce sens. Il s'agit d'une stratégie qui peut évidemment influencer le processus de réforme du droit. Plusieurs commentatrices et commentateurs s'inquiètent d'ailleurs du poids des interventions publiques dans la réforme du droit de la famille. Regina Graycar a fait valoir que « les mémoires issus du public risquent de dépendre de façon inexacte le fonctionnement actuel de l'appareil du droit de la famille ». ³⁴ Le processus des mémoires venus du public sert particulièrement les « groupes organisés, intéressés et aux propos les plus extrêmes », ³⁵ comme les organisations néo-patriarcales. Les femmes peuvent se voir frustrées d'une participation efficace à des commissions d'enquête publiques. Par exemple, Martha Fineman a fait valoir, en référence à un comité législatif de l'État du Wisconsin, que « l'absence d'organisation politique des mères ayant la garde de leurs enfants signifiait que leur vision de la

situation – leurs problèmes, leurs perceptions et leurs enjeux – souffrait d’une présentation incomplète, c’est-à-dire, en termes politiques, inefficace ».³⁶

Faisant écho à ces inquiétudes, Linda Hancock³⁷ note que le rapport du comité parlementaire chargé de réviser le régime australien de pensions alimentaires pour enfants (Joint Select Committee on Certain Aspects of the Operation and Interpretation of Family Law on Child Support)³⁸ s’est limité de façon étroite aux revendications soulevées par les groupes de pères séparés,³⁹ plutôt que d’accorder une attention égale aux préoccupations des parents résidents et de demeurer attentif aux buts et objectifs plus larges qui avaient justifié l’instauration du régime.⁴⁰ Pour elle, cet état de choses survient lorsqu’on accepte en preuve des mémoires plutôt que des recherches non partisans, issues de sources indépendantes. Elle a constaté que 53 pour cent des représentations exercées auprès du comité étaient le fait de parents non résidents (en très grande majorité des hommes), contre 5 pour cent de la part de leurs ex-conjointEs. En comparaison, 32 pour cent seulement des mémoires venaient de parents résidents (très majoritairement des femmes).⁴¹

D’aucuns ont suggéré que les groupes de pères séparés auraient encore plus d’influence si ce n’était du fait qu’ils tendent à être mal organisés et dominés par des leaders plutôt autocratiques.⁴² Comme nous l’avons noté,⁴³ la survie de chaque groupe et sa représentation médiatique tiennent souvent à un individu clé.⁴⁴ Ces personnes ne sont pas nécessairement très éloquentes ou subtiles avec les médias.⁴⁵ Après avoir étudié des sites Web et des documents produits par le mouvement néo-patriarcal à l’étranger, nous constatons que les groupes australiens sont moins bien organisés et habiles dans la présentation de leurs points de vue que les organisations similaires aux États-Unis, au Canada ou au Royaume-Uni. Toutefois, certains s’efforcent présentement de mettre sur pied une fédération australienne de ces organisations :⁴⁶ « Cette organisation unique aurait le poids et l’efficacité de lobbying qui manquent aux groupes de moins grande envergure isolément... »⁴⁷ Si cette fédération était organisée de façon efficace (peut-être par les secondes conjointes qui, selon certains membres des groupes,⁴⁸ semblent plus compétentes au plan organisationnel), elle pourrait susciter plus de cohésion et de continuité dans le mouvement néo-patriarcal australien.

B. Le programme politique du lobby néo-patriarcal

La présente section est consacrée au programme politique du mouvement qui réclame plus de pouvoirs pour les pères. Nous nous penchons d’abord sur les préoccupations d’ordre général exprimées par certains des groupes de pères séparés au sujet de l’érosion de la famille nucléaire. Nous détaillerons ensuite les dossiers les plus importants soulevés par plusieurs de ces groupes, soit la garde des enfants, l’exécution des droits de visite,⁴⁹ les pensions alimentaires pour enfants, les « fausses » allégations de violence intrafamiliale, la division des biens du ménage et l’opportunité de réinscrire la notion de faute dans les actions en divorce. Enfin, nous examinerons leurs doléances en matière de processus, telles la confidentialité, les allégations de partialité dans les décisions en droit de la famille et la question du financement des groupes d’hommes en regard de celui des groupes de femmes.

En entamant cette étude, nous nous attendions à trouver beaucoup de diversité entre les différents groupes observés.⁵⁰ Par exemple, nous pensions repérer, à une extrémité du spectre, des groupes aux programmes, sinon conformes aux préoccupations des femmes, du moins respectueux de celles-ci et, à l’autre extrémité, des groupes aux programmes radicalement opposés aux intérêts des femmes, avec toute une gamme de positions intermédiaires. Nous avons bien remarqué une certaine diversité dans les approches des divers groupes,⁵¹ mais elle était bien inférieure aux divergences prévues. En fait, pour la plupart des enjeux, il est possible de définir, du moins en général, un véritable consensus entre plusieurs de ces organisations.

1. L’érosion de la famille nucléaire

Beaucoup de groupes néo-patriarcaux s’indignent de voir la cellule familiale attaquée et sapée dans ses bases. Par exemple, la Men's Confraternity se dit préoccupée par « les attaques continuelles contre la cellule familiale de la part des féministes, qui ont créé une société de familles monoparentales, fait de la maternité une expression obscène et réduit la tâche de ménagère à l’activité humaine la plus indigne ». ⁵² Il est clair que la cellule familiale⁵³ dont ces groupes pleurent la déchéance est la famille nucléaire traditionnelle dirigée par le père.⁵⁴

Dans notre société, certaines personnes semblent décidées à détruire le rôle traditionnel de la famille, notamment en retirant le père. Elles bénéficient, malheureusement, d’un soutien généreux des politiques gouvernementales... Par ses politiques, le gouvernement s’est aujourd’hui approprié le rôle des

*hommes, et il agit comme un mari de fait pour le soutien des femmes et comme un père de fait pour le soutien des enfants nés de la relation. Ce qui nous amène, une fois de plus, à soupçonner que les hommes sont devenus le genre aliénable, celui dont on peut se débarrasser, sauf pour ce qui est du soutien au revenu par le partage des biens et le soutien alimentaire à long terme.*⁵⁵

Au cours de notre recherche, nous avons été surprises du niveau d'antipathie exprimé par beaucoup de groupes de pères séparés, non seulement pour la maternité célibataire⁵⁶ mais aussi pour les arrangements familiaux « alternatifs », notamment la maternité lesbienne.⁵⁷ Si nous devions tenter d'interpréter cette antipathie comme autre chose que du simple sectarisme, nous pourrions sans doute trouver sa source dans cette perception qu'ils ont d'être le genre aliénable puisqu'ils considèrent que ces familles sont à leurs yeux « marquées par l'absence (...) d'une masculinité paternelle appropriée ».⁵⁸

Une assertion commune des écrits néo-patriarcaux veut que la séparation ou la rupture de la famille nucléaire conduise à « des conséquences tragiques ».⁵⁹ Pour le Child Support Action Group (CSAG), par exemple, ces séquelles comprennent « la violence conjugale, les suicides, les abus d'alcool et de drogue, les sévices sexuels et le chômage prolongé ».⁶⁰ Pour la Men's Rights Agency :

*Les enfants de parents séparés sont plus susceptibles d'éprouver des difficultés à l'école, plus susceptibles d'avoir affaire à la police, moins susceptibles d'accéder à l'enseignement supérieur et plus susceptibles d'échouer dans leurs propres relations de couple, d'où des séparations et des divorces; quant aux filles, elles sont plus susceptibles de vivre des grossesses précoces.*⁶¹

Si les parents se séparent tout de même, argumentent ces groupes, des contacts continus et fréquents avec les pères sont alors essentiels, sous prétexte que les enfants ont besoin des pères comme modèles.⁶² Par exemple, la Men's Rights Agency soutient que les dispositions dites normales de « vingt-six visites par an et, avec de la chance, la moitié des congés scolaires, n'offrent pas suffisamment de temps (...) aux enfants pour pouvoir faire l'expérience et l'apprentissage du rôle que leur père est en mesure d'offrir ». La MRA en tire la conclusion suivante :

*Il n'est pas étonnant que les enfants grandissent avec une perspective faussée de leur place dans la société, d'où la hausse incroyable de la délinquance juvénile chez les garçons et les filles, du suicide des jeunes, de l'itinérance et une culture de la drogue qui prolifère au sein de la jeunesse.*⁶³

Il ne manque certainement pas d'éléments dans la littérature scientifique pour appuyer l'hypothèse d'une influence négative à court terme du divorce sur les enfants.⁶⁴ Toutefois, ces études ne démontrent aucunement que le divorce a nécessairement les séquelles à long terme que dénoncent les groupes de pères séparés. Par exemple, des recherches menées en Australie par Paul Amato indiquent que, dans une perspective allant du moyen au long terme, la compétence des enfants de familles monoparentales est identique à celle des enfants de familles intactes.⁶⁵ Cette étude suggère, comme d'autres,⁶⁶ que les structures familiales ont, en soi, moins d'importance pour le bien-être des enfants que d'autres facteurs comme, par exemple, les niveaux élevés de pauvreté que vivent les familles monoparentales, la quantité de conflits parentaux auxquels les enfants sont forcés d'assister et la qualité de leur relation avec le parent résident. En fait, si on les compare aux preuves indéniables de l'importance de la relation des enfants avec le parent chez qui ils résident, les études portant sur l'influence relative des contacts avec les pères non gardiens sur le bien-être des enfants se révèlent non concluantes,⁶⁷ contrairement aux assertions des groupes néo-patriarcaux.

Plusieurs éléments de l'appareil du droit de la famille sont dépeints par les groupes de pères séparés comme autant d'attaques contre la famille traditionnelle. Par exemple, la LFAA présente le divorce sans égard à la faute comme menant à l'éclatement de la famille traditionnelle sous prétexte que, dans ce système :

*Les personnes savent qu'on ne les reconnaîtra coupables d'aucune faute morale ou juridique susceptible de sanction si elles décident simplement de divorcer et d'abandonner leur contrat parental et tout aussi simplement de faire l'essai d'un autre style de vie, comme « l'assistance sociale », la « monoparentalité », le « mariage lesbien ou homosexuel » ou le « travail du sexe ».*⁶⁸

La pension alimentaire à l'ex-conjointe et celle due aux enfants sont aussi fréquemment mentionnées comme facteurs destructeurs de la famille et, par conséquent, de la société dans son ensemble.⁶⁹ Par exemple, l'organisation Equality for Fathers déplore le « principe de Robin des Bois », qualifié d'omniprésent dans la société australienne :

[Selon ce principe,] l'on prend au parent qui est le plus capable, qui a travaillé le plus fort et qui est le plus en mesure de gagner de l'argent et l'on donne cet argent au parent le moins capable d'en gagner, ce qui équivaut à récompenser la médiocrité, à pénaliser les efforts d'un individu pour gagner sa vie et à détruire l'étoffe même de notre société.⁷⁰

Un autre thème commun des mémoires néo-patriarcales veut que le régime d'aide sociale contribue à l'érosion de la famille nucléaire en aidant les femmes à défaire trop facilement leurs mariages et à devenir dépendantes de l'État. Certains groupes, comme le FLRP, ne se contentent pas d'argumenter que le présent système d'aide sociale offre aux parents gardiens l'occasion de survivre indépendamment de leur mariage; ils vont jusqu'à suggérer que les parents gardiens s'en tirent mieux sans leurs partenaires.⁷¹ Autres conséquences fâcheuses attribuées au régime actuel d'aide sociale : les femmes ne seraient pas encouragées à acquérir des aptitudes professionnelles et à devenir financièrement autonomes, des milliards de dollars de fonds publics seraient ainsi gaspillés⁷² et les jeunes femmes seraient incitées à devenir enceintes pour pouvoir obtenir la prestation de parent seul.⁷³ Le Family Law Reform Group soutient qu'en mettant fin à leurs mariages, les femmes contribuent, en bout de ligne, à la hausse du nombre de gais et de lesbiennes ainsi qu'à la multiplication de cas de sida, de meurtre et de suicide.⁷⁴

Une critique connexe dénonce les refuges qui offrent aux femmes un hébergement temporaire :

Aujourd'hui, les lesbiennes font partie de la vie, comme les gays, et j'accepte cela. Mais j'ai vu des annonces d'emplois offerts dans des refuges pour femmes, et être lesbienne fait partie de la définition de tâches. Alors ce qui se passe, c'est que le gouvernement subventionne des lesbiennes pour gérer des groupes de femmes. Alors, lorsqu'une femme quitte son mari, la femme du refuge la prend par la taille et lui dit : « Entre donc, chérie, je peux t'aider. Je peux te trouver de l'argent et un logement peu coûteux et je peux te faire brancher le téléphone. »

Le lobby néo-patriarcal propose diverses solutions visant à restreindre l'intrusion du système d'aide sociale dans la vie familiale. Premièrement, certains groupes proposent de refuser l'aide sociale aux mères gardiennes.⁷⁶ Par exemple, la Men's Confraternity favorise l'abolition complète de la prestation au parent seul en ne lui laissant accès qu'à l'assurance chômage, avec la justification suivante : « Il faut montrer que les mères monoparentales n'ont plus à être révérees et protégées socialement mais doivent, au contraire, subvenir à leurs propres besoins. »⁷⁷

La seconde solution serait de favoriser le parent qui ne dépend pas de l'aide sociale au moment de décider de la garde des enfants. Par exemple, le groupe Family Law Injustice Group Helping Together (FLIGHT)⁷⁸ propose que le parent qui est en mesure d'exercer un emploi et de prendre soin de l'enfant soit favorisé dans l'attribution de la garde, « en tant que modèle positif ». Il est évident que personne ne peut travailler à temps plein et prodiguer en même temps des soins continus à des enfants d'âge préscolaire. Donc, ce qu'envisage apparemment ce groupe, c'est que le parent ayant un emploi salarié, et qui peut donc payer une remplaçante pour prendre soin de l'enfant, soit celui qui devrait en obtenir la garde, par opposition au parent qui a sacrifié des occasions de travail salarié pour prodiguer ces soins avant la séparation.

La plupart des prétentions citées ici sont présentées par le lobby des pères comme allant de soi. En fait, elles sont presque toujours affirmées sans preuves et relèvent de toute évidence d'un programme hautement politisé et controversé. On remarque également certaines contradictions entre ces énoncés.⁷⁹ Dans un des mondes dépeints par la LFAA, les femmes dépendent des hommes et de l'État, ce qui les détourne à l'extrême du monde de l'emploi.⁸⁰ Ce portrait tranche avec celui d'un autre décrit par ce groupe, « un monde où la plupart des femmes sont intégrées à la main-d'œuvre salariée ».⁸¹

De façon similaire, la Men's Confraternity propose que « les hommes aient priorité pour l'attribution de la garde des enfants... [puisque] cela enlève aux femmes leur dernière excuse pour éviter un retour aux études et un emploi approprié ».⁸² Au même moment, cette organisation se décrit comme

...soucieuse de ce que deux sur trois des nouveaux emplois créés aillent à des femmes et que, maintenant que les femmes entrent dans des domaines autrefois réservés aux hommes, il y aura au tournant du siècle plus de femmes que d'hommes dans la population active. Nous croyons qu'il est beaucoup plus

important pour l'avenir du pays que les emplois disponibles aillent aux hommes. La perspective de millions d'hommes oisifs et en déroute est une invitation au désastre.

Combiné à ses propositions de supprimer les prestations d'aide sociale aux parents seuls, le plaidoyer de la Men's Confraternity en faveur d'emplois réservés aux hommes se résume en fait à un argument unique : les femmes devraient être forcées de dépendre financièrement des hommes et cette dépendance financière devrait être liée à leur maintien dans la cellule familiale traditionnelle.⁸³

2. Garde/résidence

Certains groupes de pères séparés ne se prononcent pas quant au parent qui devrait obtenir la résidence auprès des enfants, mais beaucoup le font. Dans la plupart des cas, ils réclament une présomption favorable à la garde partagée.⁸⁴ Le Family Law Injustice Group Helping Together (FLIGHT) est plus circonspect que la plupart des autres groupes. Il s'engage seulement à dire que « la coparentalité offre la possibilité de résoudre la détresse des enfants ». ⁸⁵

La recherche sur les avantages relatifs de la garde partagée n'en est qu'à un stade très préliminaire. Il est clair que la garde partagée laisse entrevoir des avantages pour les enfants⁸⁶ et pour chacun des parents⁸⁷ si cette formule pouvait être rendue fonctionnelle. Mais il est également évident que son succès exige une capacité et un engagement parentaux de la part des deux adultes, un respect pour l'autre en tant que parent, une disposition à distinguer leur relation parentale de la relation de couple qu'ils choisissent de conclure et, soit une certaine compatibilité entre leurs méthodes parentales, soit un engagement marqué à collaborer avec l'autre parent.⁸⁸ Lorsque l'un ou l'autre de ces éléments manque à l'appel ou que persiste un niveau élevé de conflit entre les parents, les recherches menées à ce jour tendent à indiquer que les enfants souffriront beaucoup plus d'une garde partagée que d'une garde exclusive.⁸⁹ Beaucoup de spécialistes en sont venus à la position qu'une garde partagée imposée par le tribunal n'est jamais une solution appropriée. À leur avis, cette formule ne devrait être encouragée que lorsque chacun des parents y consent volontairement et, en de tels cas, une ordonnance judiciaire est peu susceptible d'être nécessaire. Par ailleurs, l'hostilité manifestée par certaines organisations de pères séparés à l'égard du parent gardien indique un niveau de conflit interparental qui, s'il est commun aux membres de ces groupes, semblerait faire de la garde partagée une solution inadéquate dans les circonstances. D'autres analystes ont fait valoir que le succès d'une garde partagée tenait à l'engagement idéologique des deux membres du couple envers des relations égalitaires et non patriarcales.⁹⁰ Encore ici, vu les opinions de certains de ces groupes, un préjugé favorable de leurs membres à l'égard de la famille patriarcale pourrait saper les chances de succès d'une garde partagée.

Parfois, à cause de la façon dont certains groupes juxtaposent les enjeux, on voit que l'intérêt de la garde partagée tient en partie dans une réduction des obligations de pension alimentaire pour enfants et/ou dans un partage plus symétrique des biens du mariage. Par exemple, PWR opine que « la norme devrait être un partage à 50/50 de la garde, sans aucune pension alimentaire ». ⁹¹ Certains groupes présentent la garde partagée comme la meilleure solution du point de vue des enfants parce qu'elle produit, disent-ils, des enfants mieux adaptés et qu'elle prévient la « parentectomie ». ⁹²

Pourtant, beaucoup de ces groupes conçoivent avant tout la garde partagée comme une question d'égalité entre les pères et les mères. La participation aux fonctions parentales est définie comme un « droit » ⁹³ des deux parents. Ces organisations soutiennent que l'attribution majoritaire de la garde exclusive aux mères par le tribunal de la famille constitue la preuve de la partialité du système. Par exemple, PWR allègue que cinq pour cent seulement des pères ont gain de cause parmi ceux qui atteignent l'étape d'une audience en bonne et due forme pour une demande de garde contestée. ⁹⁴

Pour sa part, la Men's Rights Agency affirme que, parmi les hommes qui s'adressent au tribunal, 18 pour cent seulement obtiennent la garde exclusive. ⁹⁵ Pour Equality for Fathers, c'est 2 pour cent seulement des hommes qui obtiennent la garde par décision d'un tribunal. ⁹⁶ Comme ces assertions statistiques sont habituellement présentées sans références, il est difficile de déterminer d'où proviennent les données alléguées par ces groupes. ⁹⁷

Aucune recherche empirique de grande envergure n'a été consacrée aux décisions de garde d'enfants en Australie. Deux études restreintes ont été menées sur les ordonnances attributives de garde, en 1980-81 et en

1992;99 et on a alors noté que seulement 10 pour cent des cas faisaient l'objet d'une contestation. Dans ces situations contestées, les deux études ont indiqué que les pères obtenaient la garde exclusive des enfants dans 31 pour cent des cas et la garde d'au moins un des enfants dans 44 pour cent des cas (en 1980) et dans 37 à 41 pour cent des cas (en 1992).¹⁰⁰ Ces pourcentages sont relativement élevés si l'on tient compte du fait que, dans la vaste majorité des familles pré-rupture, les femmes demeurent les principales responsables du travail concret de soin des enfants; on aurait pu s'attendre à ce que cela se reflète dans les décisions de garde.¹⁰¹ Annette Hasche tire la conclusion suivante de ces études :

Les pères, pour une raison ou une autre, ne demandent pas la garde en nombre important... Même si l'ensemble de la collectivité, c'est-à-dire la majorité des parents concernés, considère peut-être que « la femelle de l'espèce est le meilleur parent », les chiffres présentés dans ces études n'indiquent pas que les juges du tribunal de la famille sont de cet avis.¹⁰²

Les organisations de pères séparés expliquent de diverses façons la « partialité » dont elles accusent le tribunal de la famille. PWR énumère divers obstacles qui nuiraient à l'obtention de la garde par les pères. Ce sont :

*Un manque de ressources juridiques,
Le statu quo créé lorsque la mère quitte la maison avec les enfants,
La nécessité pour les pères de s'absenter du travail pour assister aux audiences de la Cour,
Les fausses accusations d'agression sexuelle des enfants par les pères,
L'attitude générale de la société, pour qui il vaut mieux que ce soient les mères qui éduquent les enfants,
La partialité pro-mères des conseillers et des juges du tribunal de la famille, sous prétexte que les femmes ont plus de difficulté que les hommes à trouver de l'emploi, ce qui rend plus financièrement avantageux pour l'État de leur accorder la garde plutôt qu'aux hommes,
Les parjures commis par les mères.¹⁰³*

Equality for Fathers prétend que le tribunal ne regarde pas qui est le meilleur parent mais seulement si la mère est un parent déficient.¹⁰⁴ Julia Brophy suggère que ce sont peut-être les pères eux-mêmes qui favorisent cette attitude : « En général, écrit-elle, les pères ne fondent pas les requêtes de garde des enfants sur leurs propre expérience de partage des soins; ils tentent plutôt de discréditer les mères. »¹⁰⁵ Il se peut que les pères qui recourent à de tels arguments n'aient pas d'antécédents de partage véritable à présenter aux juges.

Peu de groupes reconnaissent le fait que, dans la vaste majorité des cas, c'est aux termes d'une entente privée avec le père que la mère se retrouve avec la responsabilité des enfants. PWR¹⁰⁶ prétend que, si les hommes consentent à laisser aux femmes la garde exclusive, c'est pour des raisons comme l'information déficiente reçue de leurs avocats, les ordonnances de non-communication, la menace de se voir privés de droits de visite, le harcèlement du nouveau copain de leur ex-conjointe, les énormes frais judiciaires que leur imposerait un procès de garde, l'espoir d'une réconciliation et les stéréotypes sociaux concernant les hommes et les femmes.

La Men's Fraternity est la seule organisation à soutenir que les hommes devraient bénéficier d'une présomption favorable de garde exclusive :

Les hommes devraient avoir la priorité en matière de garde, du fait qu'ils sont plus attentionnés, mieux équipés pour la planification à long terme et donc en mesure de fournir une vie plus stable aux enfants. Pour leur part, les femmes tendent à être plus émotives, superficielles et égocentriques.¹⁰⁷

Pourtant, dans un autre commentaire, le même groupe affirme que « les tribunaux ont erré en ayant tendance à confier l'enfant à une mère seule, même lorsque le père a formé une nouvelle union qui rendrait disponible une mère de remplacement ».¹⁰⁸ Si les mères sont si « émotives, superficielles et égocentriques », il est surprenant que les pères veuillent voir leurs enfants confiés aux soins d'une mère de remplacement. De plus, cette suggestion présente la mère comme aliénable ou remplaçable, ce qui contraste grandement avec les prétentions de l'organisation quant au caractère inaliénable et irremplaçable du père biologique.

3. Application des prérogatives d'accès paternel (contacts)

A. Le problème

Beaucoup de groupes de pères séparés¹⁰⁹ affirment que les ordonnances judiciaires relatives aux contacts parentaux ne sont pas appliquées et que le parent gardien y désobéit souvent. Par exemple, le Child Support Action Group (CSAG) affirme que les parents gardiens peuvent « décider unilatéralement que le parent non gardien n'est pas un parent convenable ou décider de le punir en lui retirant l'accès aux enfants ». ¹¹⁰ La LFAA soutient que la principale source de différends prolongés en droit de la famille est le sabotage des ordonnances de contacts parentaux par le parent gardien. Ce groupe est le seul à tenter de fournir quelque documentation à l'appui de ces prétentions. Il dit avoir interviewé 100 hommes séparés ou divorcés et constaté que 85 pour cent d'entre eux avaient déjà subi un refus d'accès. ¹¹¹ Cependant, il est clair qu'un échantillon exclusivement limité à des membres de la LFAA n'est pas représentatif de l'ensemble des parents non gardiens, et nous ne connaissons aucune recherche scientifique effectuée en Australie qui confirme ou infirme les prétentions des groupes de pères séparés à ce sujet. ¹¹² Par contre, il est intéressant de noter que la commission australienne de réforme du droit a recommandé au tribunal de la famille de se montrer plus ferme en refusant, à l'avenir, d'accorder des ordonnances de contacts lorsque celles-ci dérogent à l'intérêt de l'enfant. ¹¹³ Il se peut que la trop grande propension du tribunal à accorder des contacts parentaux dans de tels cas ait indirectement conduit à certains des problèmes observés dans les cas litigieux de contacts. ¹¹⁴

Certains des groupes de pères séparés présentent le déni de contacts parentaux comme un déni des droits des enfants. Par exemple, la LFAA soutient que les enfants se voient alors privés de leur droit humain fondamental à une relation avec leur père et qu'ils sont « pris en otage » en violation de la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant. ¹¹⁵ Toutefois, la plupart de ces groupes en font avant tout un enjeu d'équité entre les parents. Ils se plaignent que les ordonnances judiciaires sont exécutées de façon rigoureuse contre les hommes (qu'il s'agisse des ordonnances de protection ou de celles de pension alimentaire pour l'ex-épouse ou les enfants) alors que les femmes sont traitées avec tolérance lorsqu'elles dérogent aux ordonnances d'accès paternel. ¹¹⁶ Par exemple, PWR ¹¹⁷ affirme que le tribunal de la famille n'emprisonne pas les mères pour déni de droit de visite mais s'en remet à des tactiques plus douces comme le counselling et la médiation, alors que des pères « sont emprisonnés presque chaque semaine ». Ces groupes se plaignent également des difficultés qu'éprouve un parent non gardien qui tente de faire exécuter une ordonnance d'accès à même ses propres ressources, alors que l'exécution publique des ordonnances de soutien relève de la Child Support Agency, le bureau d'administration australien des pensions alimentaires pour enfants.

En fait, l'assertion voulant que les ordonnances judiciaires soient exécutées avec rigueur contre les hommes est très contestée. D'aucuns feraient valoir que, loin de faire l'objet de poursuites appropriées, les voies de faits criminelles commises au foyer sont détournées vers des stratégies de type para-pénal, comme les ordonnances de protection. ¹¹⁸ D'autres intervenants rappellent que ces ordonnances de protection elles-mêmes ne sont pas prises suffisamment au sérieux et que leur efficacité et leur possibilité d'exécution posent problème. ¹¹⁹ Le tribunal de la famille a notamment été critiqué pour sa réticence à recourir aux sanctions prévues dans le *Family Law Act* pour pallier la violence masculine. ¹²⁰ On constate également que les ordonnances de pension alimentaire à la conjointe sont rares et difficiles à faire respecter et que le taux de perception des pensions alimentaires pour enfants demeure minuscule. ¹²²

Le Non-Custodial Men's Support Group est le seul des groupes de pères séparés à valider la nécessité de reconnaître que « beaucoup de gens ne veulent pas voir leurs enfants ». ¹²³ C'est un élément important à ne pas perdre de vue. Le Women's Legal Resource Centre ¹²⁴ est d'avis que le principal problème est moins le refus d'accès par les parents gardiens que le refus d'exercice de cet accès par les parents non gardiens « malgré les demandes persistantes de telles visites par les parents gardiens et les enfants ».

B. Solutions suggérées aux problèmes d'exécution de l'accès paternel

a) Déni « malveillant »

Les groupes néo-patriarcaux proposent diverses solutions à ce qu'ils appellent le déni « malveillant » d'accès par le parent gardien. La première serait de retenir automatiquement la pension alimentaire due aux enfants dès qu'un accès « légal » ¹²⁵ ou même « raisonnable » ¹²⁶ est refusé. ¹²⁷ La Men's Confraternity soutient qu'avant l'instauration du récent régime de pensions alimentaires pour enfants, si l'épouse refusait l'accès paternel, le père pouvait retenir la pension des enfants jusqu'au rétablissement de ses prérogatives d'accès. Il s'agissait, pour elle, d'un « contrepoids » heureux, qui imposait une relative honnêteté aux deux parties. L'exécution administrative des versements de pension alimentaire pour enfants, dans le cadre du régime de perception australien, a mis fin, affirme-

t-on, à ce « pouvoir paternel de refus ».128 Un attrait évident de cette solution est le sentiment que le droit d'accès constitue ce qu'achètent les hommes lorsqu'ils s'acquittent de la pension due aux enfants. PWR le dit sans ambages lorsqu'il prétend que le soutien financier des enfants devrait obéir à la règle de l'« utilisateur payeur ».129

D'autres groupes plaident l'argument inverse. Ils invoquent la mauvaise feuille de route des pères dans le paiement des pensions des enfants pour justifier le fait de leur accorder plus de contacts avec eux. Ainsi, le FLRP soutient que les prérogatives d'accès constituent le meilleur et le moins coûteux des incitatifs pour encourager les parents non gardiens à soutenir leurs enfants. 130

Certains de ces commentaires trahissent, d'une part, une attitude d'instrumentalisation des enfants, considérés comme des biens appartenant à leurs parents. On note aussi l'inconscience du caractère dépendant de ces jeunes, dont les besoins, distincts de ceux de leurs parents, doivent parfois avoir la priorité. Ces groupes ne reconnaissent pas, entre autres, qu'un parent responsable et adulte doit parfois sacrifier ses intérêts personnels immédiats, y compris son souci d'équité, pour s'assurer que ses enfants ne manquent de rien.131 Dans cette perspective, rares sont les groupes de pères séparés qui reconnaissent que le retrait des pensions alimentaires a des répercussions sur le mieux-être des enfants. Le CSAG y fait allusion mais s'empresse d'ajouter que « la faille de cet argument est que le parent gardien pose un choix clair et conscient dans l'affaire ».132 S'il y a quelque chose à conclure de ce commentaire, cela semble être que tout préjudice porté à l'enfant par la suppression de sa pension alimentaire doit être imputé au parent gardien. Ailleurs, plutôt que de proposer la suppression du soutien à l'enfant, le groupe suggère sa réduction, en ajoutant : « Bien sûr, dans l'intérêt de l'enfant, il serait préférable d'imposer des pressions judiciaires aux parents gardiens qui entravent l'accès. »133

Une seconde proposition d'application forcée du droit patriarcal, tout aussi peu sensible à la position des enfants, est celle d'utiliser la garde elle-même comme mécanisme d'exécution. En d'autres mots, lorsque l'accès parental est refusé, la garde devrait être commutée du parent fautif à l'autre. Par exemple, PWR134 propose que la garde soit remise au père si l'enfant a été conditionné à ne pas vouloir le voir, « comme c'est habituellement le cas si un enfant refuse l'accès ».135

Une troisième suggestion est celle d'imposer des sanctions pénales en cas de violation des ordonnances de contact. Par exemple, Dads Against Discrimination propose l'imposition d'amendes au parent gardien pour toute transgression d'une ordonnance de contact.136 Pour sa part, PWR137 soutient que tout déni d'accès devrait être traité aussi sévèrement qu'un viol, avec imposition d'une sentence carcérale. En réponse à l'argument des séquelles pour les enfants d'emprisonner le parent qui en a la garde, le groupe propose que la peine soit purgée au moment où le parent non gardien est en vacances et qu'il peut s'occuper des enfants. Tout en présentant une argumentation semblable, la LFAA suggère néanmoins dans un de ses mémoires que les sanctions pénales ne sont pas appropriées ou efficaces dans les cas d'enlèvement, de litige de garde ou de retenue de pension lorsque le contrevenant vit un stress affectif et qu'aucune blessure ou perte n'est encourue par la conjointe ou par les enfants du mariage. Dans le même mémoire, la LFAA suggère que désobéir à une ordonnance judiciaire ne constitue pas un outrage au tribunal (et qu'il y aura violence et perte de vie si une telle désobéissance est criminalisée).138 Il est clair qu'avec ces derniers arguments, l'organisation fait référence aux situations où c'est le parent non gardien qui viole des ordonnances judiciaires.

Il y aura bien sûr certains parents gardiens qui, faute d'avoir résolu leurs problèmes de fin de relation avec le parent non gardien, verront leur faculté d'agir dans l'intérêt de leurs enfants en matière de contacts parentaux troublée par cette situation. En l'absence de recherches empiriques, toute tentative d'évaluer l'ampleur de ce phénomène demeure spéculative et impressionniste. Ce qui est clair, c'est la difficulté d'imaginer pour ces situations des solutions qui ne causent pas un préjudice inacceptable aux enfants, surtout quand on considère à quel point leurs intérêts sont liés au bien-être du parent résident.139

b) Violence à l'égard du parent gardien

Certains groupes de pères séparés proposent des solutions pour les cas où le parent non gardien se voit légalement interdit d'accès en raison de sa violence conjugale à l'égard de la mère mais où il « continue à souhaiter voir ses enfants autant que ses enfants souhaitent le voir ».140 Les propos que tiennent les quelques groupes qui abordent ce problème illustrent rarement explicitement qu'ils parlent de violences d'un des conjoints envers l'autre. On suggère plutôt un conflit réciproque, qui n'aurait pas d'incidence sur la relation de chaque parent avec les

enfants. Cette vision est contredite par l'abondante documentation accumulée sur les effets nocifs encourus par les enfants témoins de violence conjugale.¹⁴¹

On suggère parfois que la mise sur pied de centres de contacts supervisés puisse « convenir aux parents antagonistes ». ¹⁴² Bien que de tels centres puissent être utiles dans certains cas, les groupes de pères séparés ne tiennent absolument pas compte des inconvénients de cette formule. Comme le fait remarquer le Women's Legal Resource Centre, de telles ressources « peuvent servir de solution facile à un problème complexe et l'on peut voir des contacts imposés dans des circonstances où la sécurité et le bien-être de l'enfant s'en trouvent compromis ». ¹⁴³ De fait, d'autres observateurs décrivent les contacts organisés dans de tels centres comme des « visites de prison » et expriment l'opinion que « les centres de contacts et les visites surveillées devraient être abolis, puisque les contacts avec des pères violents et agressifs sont inutiles et contraires aux intérêts de l'enfant ». ¹⁴⁴

c) Limitations pratiques

Le troisième scénario d'éventuelles entraves à l'accès du parent non gardien tient à des considérations pratiques, telles la distance et le coût des visites. ¹⁴⁵ Beaucoup de groupes de pères séparés tentent d'empêcher le parent gardien de déplacer les enfants à plus qu'une certaine distance de leur lieu de résidence précédent. La LFAA parle d'« enlèvement » et de « kidnapping » lorsque le parent gardien emmène un enfant hors du territoire pour entraver l'accès. Certains groupes établissent la distance admissible de déménagement du parent gardien à 50 milles, ¹⁴⁶ d'autres à 100 km, ¹⁴⁷ et certains parlent d'une « proximité raisonnable de l'autre parent ». ¹⁴⁸ La majorité de ces groupes préconisent qu'un tel déménagement ne soit autorisé qu'avec le consentement du parent non gardien ¹⁴⁹ et/ou une ordonnance du tribunal de la famille. ¹⁵⁰

Pour le CSAG, l'obligation de soutien financier des enfants devrait cesser si le parent gardien déménage sans cette permission. Quant au FLRP, il permettrait au parent gardien d'éloigner librement les enfants du parent non gardien mais à condition de défrayer les coûts d'accès de ce dernier. ¹⁵¹ Aucun de ces groupes ne suggère de restrictions semblables pour empêcher un parent autorisé à des contacts de déménager à distance de ses enfants. ¹⁵²

Certains groupes de pères séparés suggèrent que c'est pour des raisons financières que les pères éprouvent des difficultés à s'acquitter de ces contacts et ils proposent que ces coûts leur soient crédités comme paiement de la pension alimentaire des enfants. ¹⁵³

4. Soutien financier des enfants

Tous les groupes expriment de vigoureuses critiques face au régime actuel de pensions alimentaires pour enfants. ¹⁵⁴ Quelques organisations reconnaissent tout de même que le système précédent de soutien des enfants laissait dans la pauvreté les enfants et les familles à revenu unique dirigées par des femmes. ¹⁵⁵ D'autres soutiennent qu'il y avait plus de pensions versées pour les enfants que ce qu'en disent les statistiques officielles et que, lorsqu'elles ne l'étaient pas, c'était pour de bonnes raisons. Par exemple, PWR affirme que, dans le régime précédent, 75 pour cent ¹⁵⁶ des pensions alimentaires fixées par le tribunal de la famille étaient payées. Quant aux 25 pour cent de pères qui ne payaient pas, PWR affirme que c'était parce que la mère ou l'appareil judiciaire leur refusait l'accès aux enfants, ou du fait d'être criblés de dettes à cause de litiges juridiques, ou à cause du coût de tenter de refaire leur vie avec une nouvelle conjointe ou parce qu'ils étaient en chômage et vivaient sous le seuil de la pauvreté. Certains groupes de pères séparés vont jusqu'à affirmer que la proportion de parents non gardiens qui paient une pension alimentaire aux enfants a baissé sous le nouveau régime des pensions pour enfants, en raison de ce qu'ils qualifient de graves injustices du système. ¹⁵⁷ Ces deux dernières prétentions sont peu recevables puisqu'elles sont contredites par les données officielles ¹⁵⁸ et qu'aucune source n'est citée pour les statistiques avancées.

A. Obligation « excessive » de soutien des enfants

Une des injustices que dénoncent uniformément tous les groupes est le niveau trop élevé des montants perçus dans le régime actuel de pensions alimentaires pour enfants. Le CSAG ne mâche pas ses mots à cet égard : « La base du présent système est l'injustice, la tyrannie, le vol et l'extorsion, au mépris de toute moralité humaine. » ¹⁵⁹ Le FLRP affirme que la pension alimentaire pour enfants et l'impôt peuvent consommer jusqu'à 60 pour cent du revenu

du parent non gardien.160 PWR parle pour sa part de 88 pour cent.161 Il est difficile de déterminer comment ces organisations arrivent aux chiffres qu'elles citent à l'appui de leurs doléances.162

Tous les groupes semblent convenir que la conséquence de barèmes aussi élevés de pensions alimentaires pour enfants est un grave appauvrissement des parents non gardiens.163 La LFAA affirme que des pères « vivent dans leur auto ou dans des remises et abandonnent leurs emplois. Le suicide est la seule façon d'échapper à leurs fers. »164 Pour la Campaign for Men's Rights :

*L'incidence concrète... [du bureau d'administration des pensions pour enfants] a été de précipiter dans la pauvreté 90 pour cent de tous les hommes divorcés d'Australie. Ce bureau a fait pire que n'importe quelle récession pour créer une nouvelle classe de pauvres au pays.*165

Pour certaines organisations, cela signifie que les pères n'ont plus les moyens de voir leurs enfants,166 de poursuivre leur vie ou de se remarier.167 Beaucoup de groupes de pères soutiennent également que le fardeau financier extrême imposé par les barèmes de pension aux parents non gardiens qui ont un emploi rend plus avantageuse pour eux l'inscription à l'aide sociale,168 tout en les décourageant de chercher un revenu d'appoint.169 La LFAA accuse les obligations excessives de soutien des enfants d'exacerber les conflits entre les parents, ce qui entraîne, dit-elle, des séquelles nocives pour les enfants.170

Plusieurs autres critiques attestent d'une insatisfaction généralisée face aux montants de pensions alimentaires exigibles des parents non gardiens. La première veut que les enfants coûtent beaucoup moins cher que ce que stipulent les barèmes du régime.171 Par exemple, la Men's Confraternity soutient que les pensions adjudgées pour les enfants devraient être identiques aux allocations payées par l'État pour les enfants,172 puisque les prestations d'aide sociale ont été établies « en pensant à la survie des bénéficiaires ». L'assertion voulant que l'éducation des enfants coûte moins cher que les montants de pensions alimentaires accordés est très contestée.173 Mais le principal défaut de cette critique est sans doute d'ignorer que la formule de soutien financier des enfants repose sur le principe d'un « partage des ressources »174 et non sur celui d'un « partage des coûts ». Ces arguments équivalent donc à revendiquer l'adoption d'une base fondamentalement différente pour le calcul des pensions alimentaires des enfants.175

La seconde de ces critiques est l'assertion de certains groupes voulant que les pensions des enfants soient si excessives qu'elles servent en fait à d'autres fins que le soutien des enfants; il s'agirait, selon eux, d'une forme déguisée de pension à l'ex-conjointe. Ainsi, le CSAG allègue que « les enfants sont utilisés comme une source de revenu » et que la pension pour enfants « nie la fin du mariage en imposant au parent non gardien une obligation qui se prolonge sur 15-20 ans ».176 La LFAA affirme que la pension alimentaire pour enfants n'est pas toujours dépensée pour les besoins des enfants. Au lieu de cela, dit cette organisation :

*Certaines mères gardiennes ont pris des vacances à l'étranger, acheté des propriétés et des voitures neuves, fait l'acquisition d'articles personnels coûteux, laissé leurs enfants avec des gardiennes pour pouvoir faire la tournée des bars, parfois aussi souvent que quatre fois par semaine, puis elles demandent de l'aide aux agences d'aide sociale. Ce facteur... n'est pas inhabituel et peut être démontré facilement... »*177

Ces raisons amènent certains groupes à soutenir que la pension alimentaire des enfants devrait être payée à ceux-ci plutôt qu'au parent gardien.178 On propose également souvent que le parent gardien doive rendre compte au parent non gardien de son mode d'emploi de la pension alimentaire des enfants.179

Certains groupes vont plus loin en suggérant qu'il y a des femmes qui tombent délibérément enceintes afin de se faire entretenir financièrement. La LFAA y va de ce commentaire : « Il est simple (et éventuellement lucratif) pour une partenaire d'informer son partenaire que des mesures contraceptives ont été prises, quand ce n'est pas le cas, et de tenter délibérément de concevoir un enfant de façon à pouvoir encaisser des paiements de « pension alimentaire pour enfants » durant les 18 prochaines années. »180

Quelques-uns des groupes néo-patriarcaux aimeraient donner aux hommes le droit de récuser toute responsabilité pour leurs descendants biologiques dans ces circonstances. Pour Equality for Fathers : « Il est tout à fait inéquitable que la société impose une responsabilité écrasante à un individu pour un geste qui est aujourd'hui reconnu comme une activité récréative sociale à caractère quasi-universel. »181 La Family Law Reform and

Assistance Association va jusqu'à soutenir qu'avec l'instauration du nouveau régime de pensions alimentaires pour enfants, la paternité ne devrait plus être présumée mais prouvée :

Le droit pénal australien comprend le principe fondamental de la présomption d'innocence d'une personne jusqu'à preuve de sa culpabilité. Cette liberté fondamentale devrait certainement être étendue aux hommes; après tout, pourquoi devraient-ils payer pour un enfant qui n'est pas biologiquement le leur, si cet enfant a frauduleusement été présenté comme leur progéniture?182

Quelques-unes seulement de ces organisations reconnaissent que le régime des pensions alimentaires fait peut-être défaut aux parents gardiens. Pour la LFAA, par exemple, le régime fait payer plus que leur dû à certaines personnes, tout en évitant des paiements à d'autres personnes qui devraient en faire et en ce sens il est déficient dans deux domaines fondamentaux.¹⁸³ Dans les faits, on constate qu'une importante proportion des parents gardiens (plus de la moitié) ne reçoivent aucun paiement de pension alimentaire pour enfants, que les dettes accumulées dans le cadre du régime restent souvent non perçues et que les parents non gardiens qui vivent de revenus d'entreprises et de placements se soustraient facilement à leurs obligations de soutien financier des enfants dans le régime.¹⁸⁴

B. Critiques relatives à l'égalité

Deux critiques relatives à l'égalité sont souvent avancées en ce qui concerne les pensions alimentaires pour enfants. La première présente les résultats de la formule de calcul des pensions alimentaires pour enfants comme discriminatoire à l'endroit des parents non gardiens. Par exemple, la Men's Confraternity fait valoir que 90 pour cent des appels qu'elle reçoit à ce sujet proviennent d'hommes. Les femmes ne forment qu'un pour cent des personnes qui viennent défendre leurs propres intérêts aux groupes d'entraide organisés par la Men's Confraternity, même si d'autres femmes s'y présentent pour accompagner un fils, un frère ou un conjoint. Toutefois, il est difficile de voir là une preuve objective de discrimination, compte tenu que les femmes sont habituellement peu portées à chercher de l'aide auprès d'une instance qui, par son nom, son membership et ses politiques, s'adresse aux hommes.

Certains groupes proposent des méthodes assez punitives pour créer plus d'égalité : sans réduire les pensions versées pour les enfants par les parents non gardiens, ces méthodes diminueraient le revenu du parent gardien. Si le parent non gardien souffre, suggère-t-on, il devrait en être de même du parent gardien (et de leurs enfants). Par exemple, Dads Against Discrimination soutient que la pension versée au parent seul devrait être réduite du montant exact versé en pension pour les enfants.¹⁸⁵ La Men's Confraternity suggère que ce revenu du parent gardien devienne imposable, du moins en certaines circonstances :

Les parents gardiens qui tirent des pensions alimentaires de plus d'un père devraient voir imposé leur revenu de pensions alimentaires pour enfants puisqu'il est évident que ces femmes ont pour politique d'exploiter les hommes. Elles se servent des enfants comme d'une propriété à revenus, l'équivalent d'une forme d'esclavage des enfants.¹⁸⁶

Toutefois, la plupart des suggestions axées sur l'égalité visent à réduire la disparité alléguée entre les apports respectifs du parent gardien et du parent non gardien à l'entretien des enfants. Cette différence a lieu parce que la formule de calcul de la pension de l'enfant alloue un revenu « ignoré » au parent gardien et un revenu « exempté » au parent non gardien mais que le montant ignoré chez l'une est beaucoup plus élevé que le montant exempté chez l'autre.¹⁸⁷ En fait, cette disparité a pour but de refléter l'apport non financier du parent gardien aux besoins des enfants, qu'il s'agisse du travail quotidien et continu de soins de base, ou des coûts liés à l'abandon d'occasions de revenu et de perfectionnement professionnel pour entreprendre ce travail de soin.¹⁸⁸ Néanmoins, la plupart des groupes de pères séparés soutiennent qu'il est inéquitable que le parent non gardien subisse un fardeau financier supérieur en ce qui concerne ses enfants.¹⁸⁹ Par exemple, la Campaign for Men's Rights prétend que les barèmes de pensions alimentaires pour enfants reposent sur l'assignation au parent non gardien de 100 pour cent des coûts d'élever les enfants et que « l'effet net du bureau des pensions pour enfants est de déclarer tout homme coupable et de le condamner à la pauvreté par le biais du système fiscal ». ¹⁹⁰ Pour la plupart des organisations néo-patriarcales, l'égalité exigerait d'égaliser¹⁹¹ ou de rapprocher¹⁹² les niveaux de revenus exemptés pour les deux parties.

Certains groupes soutiennent que la formule devrait tenir compte de tout revenu du parent gardien, si limité soit-il,¹⁹³ tandis que, pour d'autres, le seuil où ce revenu est intégré à l'équation devrait être abaissé au-dessous du revenu hebdomadaire moyen.¹⁹⁴ D'autres vont beaucoup plus loin en soutenant que la formule devrait tenir compte

du revenu *potentiel* du parent gardien.¹⁹⁵ La LFAA invoque encore l'équité entre parents en reprochant au régime des pensions alimentaires pour enfants de ne pas tenir compte des coûts directs élevés de la séparation, qui incomberaient surtout au parent non gardien.¹⁹⁶ Elle soutient pour cette raison que l'on devrait imposer au paiement des pensions alimentaires pour enfants un moratoire de trois mois. Pour sa part, la Men's Confraternity en réclame douze.¹⁹⁷ Ni l'une ni l'autre ne suggère de façons dont le parent gardien est censé nourrir les enfants dans l'intervalle.

La LFAA est un des seuls groupes de pères séparés à traiter du soutien non financier prodigué aux enfants par le parent gardien. L'organisation qualifie d'argument faible les appels à reconnaître cette contribution, surtout lorsque le parent non gardien « aurait été heureux de participer à ces soins mais en a été empêché par les dispositions de garde ». ¹⁹⁸ Ce commentaire est relativement fondé dans les cas où le parent non gardien est prêt et compétent à assumer une responsabilité parentale active et importante, en garde exclusive ou partagée. Mais cet argument ne tient pas dans la situation où le parent non gardien est heureux de laisser la garde à l'autre parent, ce qui semble être le scénario le plus typique.

La seconde critique à invoquer l'égalité veut que la formule de calcul des pensions alimentaires pour enfants produise des résultats qui portent atteinte aux enfants de secondes familles,¹⁹⁹ aux secondes familles elles-mêmes²⁰⁰ ou aux secondes conjointes.²⁰¹ Les parents débiteurs ont droit à l'exemption d'un certain montant en reconnaissance des obligations qu'ils peuvent contracter à l'égard d'enfants dépendants subséquents. On soutient que ce montant exempté a tendance à être inférieur aux obligations que peut leur imposer le soutien des enfants de leur première famille, aux termes des barèmes.²⁰² Toutefois, il faut remarquer que le montant exempté ne représente aucunement le montant que le parent débiteur dépense réellement en bout de ligne pour les enfants de la seconde famille. Cela représente simplement le montant de son revenu qui échappe à l'évaluation de la pension alimentaire due aux enfants de sa première famille.

La Men's Confraternity invoque un argument assez inhabituel, différent des deux autres arguments fondés sur l'égalité. Affirmant que la pension pour enfants ne devrait être payable que jusqu'aux 17 ans de l'enfant, ce groupe plaide : « Qui paierait si le père était mort? Le père subit une discrimination du fait d'être en vie. »²⁰³

D'autres critiques générales du régime des pensions alimentaires pour enfants sont formulées en termes de droits. Par exemple, le CSAG soutient que les obligations de soutien financier des enfants prévues au régime contreviennent aux droits fondamentaux des débiteurs, notamment le droit à la propriété, le droit au travail et à la jouissance des bénéfices qui en résultent, le droit à la dignité et le droit pour un parent de choisir la façon dont il subviendra aux besoins de ses enfants.²⁰⁴ Certains des droits allégués ne sont que de nouvelles moutures des arguments axés sur l'égalité. Par exemple, le Non-Custodial Parents Reform Group soutient que se remarier si on le désire est un droit et non un privilège, comme l'est le fait d'avoir des enfants dans une nouvelle union.²⁰⁵

Il est clair que certaines préoccupations légitimes sous-tendent les revendications de beaucoup de groupes dans le dossier des pensions pour enfants. Élever des enfants coûte cher et, dans bon nombre de familles australiennes, il n'y a tout simplement pas assez d'argent pour faire vivre adéquatement un ménage, encore moins deux. Notre désaccord avec beaucoup de ces organisations tient à leur caractérisation du problème comme en étant un d'inégalité entre les parents. Nous ne partageons pas non plus leur préjugé à l'effet que, parce qu'ils doivent maintenant supporter une partie de la pauvreté que vivaient auparavant le parent gardien et les enfants,²⁰⁶ cette situation enrichit le parent gardien ou fait de lui le problème. Par exemple, leurs critiques ou leurs suggestions de solutions, décrites ci-après, ne mentionnent pas à quel point la législation sur le soutien financier des enfants vise bien moins à soutenir le parent gardien dans son rôle parental qu'à réduire les budgets publics concédés aux familles monoparentales.²⁰⁷

C. Autres propositions de réformes

Certaines suggestions, endossées par la plupart des groupes, veulent modifier la formule de calcul des pensions.²⁰⁸ En plus d'en modifier la procédure, elles abaisseraient le montant de pensions à payer, sous prétexte d'« égaliser » le fardeau financier entre les deux parents.

Une de ces propositions vise à faire porter la formule sur le revenu calculé *après* déduction des impôts, plutôt qu'avant.²⁰⁹ Une autre limiterait le calcul des pensions à un revenu de base, ne comprenant ni le temps supplémentaire, ni le revenu tiré d'un second emploi.²¹⁰ Plusieurs groupes réclament que le bureau

d'administration des pensions pour enfants cesse de prélever celles-ci à même les salaires, pour des raisons de confidentialité;²¹¹ ils voudraient aussi que l'obligation du débiteur prenne automatiquement fin en cas de chômage.²¹² Bien des groupes veulent bonifier les dispositions de révision des barèmes dans certaines circonstances. Par exemple, la Men's Confraternity soutient que l'on devrait tenir compte des « difficultés exceptionnelles d'existence » dans l'application de la formule :

*Bien qu'on accorde à la mère un soutien financier parce qu'elle a les enfants, le père ne dispose d'aucun soutien semblable et doit continuer à payer. Cela équivaut à tuer la poule aux œufs d'or. On ne lui fait pas de quartier. Il est forcé de payer jusqu'à ce qu'il tombe raide mort.*²¹³

Dans la formule actuelle de soutien des enfants, le parent non gardien se voit créditer son travail de soin auprès d'eux à partir du moment où la fréquence des visites atteint 30 pour cent des nuits de l'année où la pension est calculée.²¹⁴ Plusieurs groupes ont proposé que la formule corresponde plus étroitement à la quantité de temps d'accès du parent non gardien.²¹⁵ Par exemple, Dads Against Discrimination soutient qu'aucun paiement ne devrait être fait pour la moindre période où les enfants sont avec le père.²¹⁶ Faute de quoi, ce groupe propose de réduire à 20 pour cent le pourcentage seuil à partir duquel la formule parle de contacts étroits et de résidence alternée. Cela correspond à deux nuits par quinzaine et la moitié des vacances scolaires, soit ce que le groupe affirme être la « norme »²¹⁷ des ordonnances de visites rendues par les tribunaux.

Une autre revendication courante voudrait que les parents non gardiens deviennent admissibles à une partie du rabais fiscal consenti au parent seul, en proportion directe de leur soutien financier des enfants.²¹⁸ Par exemple, Dads Against Discrimination se demande pourquoi les parents non gardiens sont imposés au tarif des célibataires alors qu'ils assument la majorité, sinon la totalité, du soutien financier des enfants. Ce groupe soutient en outre que les pensions alimentaires pour enfants devraient être déductibles d'impôt.²¹⁹

Certains groupes affirment que si le parent gardien trouve un nouveau partenaire, alors le revenu de ce nouveau conjoint devrait être pris en compte dans le calcul de la pension des enfants, soit dans tous les cas,²²⁰ soit lorsque leur revenu combiné atteint un certain seuil.²²¹ La Family Law Reform and Assistance Association justifie ainsi cette mesure : « Le nouveau conjoint a le bénéfice des enfants et toute la joie qu'ils amènent au ménage, alors pourquoi ne devrait-il pas en partager le coût? »²²² C'est le FLRP qui pousse cet argument le plus loin. Il affirme que, si le parent gardien se remarie ou amorce une relation de fait, son nouveau partenaire devrait devenir responsable du soutien financier des enfants, ce qui laisserait le parent non gardien « libre de se remarier ou d'amorcer sa propre relation de fait, libéré de la responsabilité financière de la relation ou du mariage précédent ». ²²³ De façon assez contradictoire, ce groupe soutient cependant que le ou la nouvelle conjointe du parent non gardien ne devrait pas voir son revenu amalgamé au revenu de ce parent aux fins de la pension alimentaire pour enfants : « Nous voyons là une violation des libertés civiles, » affirme-t-on.²²⁴

Conformément à l'intérêt de beaucoup de ces groupes pour une déjudiciarisation générale des différends familiaux,²²⁵ la plupart des groupes de pères séparés sont partisans d'un système privé pour le paiement des pensions alimentaires pour enfants.²²⁶ Quelques-uns de ces groupes laissent tout de même un rôle pour le bureau d'administration de ces pensions ou pour une formule d'évaluation administrative dans les situations où les parents n'arrivent pas à s'entendre.²²⁷ Le Non-Custodial Parents Reform Group est le seul²²⁸ à soutenir que le régime actuel mise trop sur la responsabilité privée plutôt que publique et que le gouvernement devrait verser un montant minimum garanti pour les enfants dont les parents non gardiens n'ont peu ou pas de revenus.²²⁹

Le Cabinet australien a récemment annoncé une série de propositions de réforme du régime des pensions alimentaires pour enfants.²³⁰ Le gouvernement entend augmenter le montant de revenu exempté pour les parents non gardiens²³¹ et réduire le montant de revenu ignoré pour les parents gardiens.²³² Il parle d'exempter du calcul des pensions alimentaires pour enfants le revenu de travail en temps supplémentaire et les allocations liées au travail. Il permettrait également aux parents non gardiens qui ont formé une seconde famille de déduire 50 pour cent de leurs paiements de pensions alimentaires pour enfants du revenu du ménage, pour ce qui est de déterminer les prestations à la famille et l'aide aux services de garde. Enfin, il veut encourager les parents qui ont recours au bureau des pensions alimentaires pour enfants à passer plutôt des ententes privées, une fois établie une routine régulière de paiements. La plupart des réformes avancées par le gouvernement visent clairement à satisfaire les revendications du lobby néo-patriarcal, mais ce n'est pas toujours le cas.

Par exemple, le gouvernement propose également l'exigence que tout parent non gardien, y compris ceux qui sont en chômage, verse au moins cinq dollars par semaine en pension alimentaire à ses enfants.

5. Violence conjugale et sévices infligés aux enfants

A. Fausses allégations de violence

Une récrimination commune des groupes de pères séparés veut que les femmes accusent faussement leur partenaire masculin de violence conjugale ou de sévices infligés aux enfants, pour se doter d'un avantage tactique dans les actions en droit de la famille. PWR affirme que « l'on assiste quotidiennement à de fausses allégations (venues surtout des mères) d'agressions sexuelles des pères contre les enfants, notamment dans le contexte de revendications de garde ou d'accès au tribunal de la famille ».234 PWP prétend que 98 pour cent des ordonnances d'intervention sont annulées en appel, suggérant sans doute que ce pourcentage est celui d'ordonnances basées sur de fausses prétentions ou simplement obtenues par les femmes pour s'assurer d'un traitement prioritaire en Cour.235 La LFAA affirme que :

Il existe de plus en plus de preuves que les femmes préfèrent de plus en plus de fausses allégations, à l'abri de la loi, pour se doter de meilleures positions de négociation de la garde des enfants et du partage des biens du ménage ou simplement pour se défouler d'émotions vengeresses à l'égard d'ex-partenaires intimes.236

La Men's Confraternity suggère, elle aussi, que les femmes lancent de fausses allégations, non seulement pour acquérir un avantage tactique mais pour le plaisir de faire souffrir les hommes :

La femme se sert alors de l'accès aux enfants pour « jouer à la carotte et au bâton » et tenter d'aliéner les enfants de leur père. Un stratagème particulièrement vicieux pour faire emprisonner le père consiste pour les femmes à réclamer une ordonnance de protection la veille du jour de la visite, à prévenir la police dès que le père se présente et à suggérer une situation très violente, attirant ainsi les forces policières dans le jeu comme pions utiles et efficaces pour se procurer un divertissement particulièrement sadique...237

En outre, la LFAA suggère que certaines mères souffrent peut-être d'un trouble psychologique particulier :

Une manifestation contemporaine du syndrome de Munchausen par procuration... dans lequel un parent ou quelque autre dispensateur de soins adulte invente ou induit la notion que l'enfant a fait l'objet de sévices, pour ensuite se faire valider par des professionnels comme protecteur de l'enfant agressé.238

La LFAA continue en insistant que « le présent document ne veut en rien minimiser l'importance de protéger l'enfant victime d'une agression sexuelle ou autre, que ce soit dans un litige de garde ou dans quelque autre instance judiciaire ».239 Malgré cette qualification, l'accent mis sur une pathologie dont souffrirait la femme occulte effectivement la réalité des sévices sexuels. Comme l'ont fait remarquer Lynne Harne et Jill Radford dans leur analyse de l'invocation occasionnelle d'autres syndromes psychologiques par les groupes de pères séparés – le « syndrome d'aliénation parentale »240, par exemple –, la transposition des discours sur l'intérêt des enfants dans le domaine des experts en psychothérapie a pour effet de rendre ces propos « incontestables par qui que ce soit sauf d'autres spécialistes du psychisme ».241

Bon nombre de groupes néo-patriarcaux suggèrent que le système manque de contrôles suffisants pour départager le bon grain de l'ivraie dans les allégations de violences et de mauvais traitements. Par exemple, PWR affirme que les femmes n'ont qu'à alléguer des comportements irréguliers pour être crues, sans la moindre preuve. Selon ce groupe, les magistrats distribuent les ordonnances d'intervention « comme des suçons à une fête d'enfants ».242. La LFAA affirme que « les hommes sont marqués au fer rouge comme coupables de violence conjugale et d'inceste sur la base de simples allégations et doivent porter ce stigmate jusqu'à la fin de leur vie, même quand leur innocence est prouvée ».243

Dans les faits, les études menées à ce sujet ne confirment aucunement la prétention voulant que les sévices sexuels ou la violence conjugale fassent couramment l'objet de fausses allégations. Des recherches consacrées aux

allégations de sévices sexuels sur enfants déposées lors de procédures au tribunal australien de la famille indiquent que, dans la majorité des cas, ces témoignages ne servaient pas d'instrument de vengeance d'un parent.²⁴⁴ Une étude semblable menée par le New South Wales Bureau of Crime Statistics sur le recours aux ordonnances pour violence conjugale appréhendée a conclu que la majorité des plaignantes avaient réellement subi de la violence physique à plus d'une occasion.²⁴⁵

Certains groupes de pères séparés reconnaissent qu'il peut exister de véritables cas de violence et de mauvais traitements, mais ils trouvent la prévention de plaintes mensongères plus importante que la protection de la victime dans les cas authentiques. Par exemple, certaines organisations ont proposé que les ordonnances relatives à une violence appréhendée ne puissent être accordées que si l'infraction de voies de faits a été démontrée en cour pénale.²⁴⁶ Le Gippsland CSAG a réclamé l'abolition des ordonnances de protection accordées ex parte.²⁴⁷ La Men's Confraternity suggère que les ordonnances de non-communication devraient être appuyées par « des éléments de preuve physique, photographique et médicale recueillis immédiatement après l'événement allégué et corroborés en outre par des témoins de l'événement ».²⁴⁸ Cette organisation propose que lorsqu'une plainte de violence conjugale est déposée et qu'un examen médical ne trouve aucune indication interne ou externe de violence physique, la plaignante devrait être accusée de dépôt d'une plainte mensongère.

B. La violence comme « discord marital »

D'autres organisations proposent des solutions qui impliquent, soit que la violence conjugale n'existe pas réellement, soit qu'elle est imputable aux deux parties. Par exemple, pour PWR :

*Les magistrats devraient ne pas tenir compte du battage publicitaire et du climat d'hystérie créés par de très bruyants groupes de femmes et exploités par les mass médias. Les ordonnances d'intervention attisent l'hostilité entre les parties et ne font rien pour améliorer la santé et le bien-être des enfants.*²⁴⁹

Le FLRP affirme que « les lois étatiques sur la violence conjugale devraient être amendées pour stipuler qu'en cas de violence conjugale alléguée, les deux parties seront immédiatement envoyées en counselling ».²⁵⁰ Or, le fait d'offrir une médiation ou des services de counselling comme solutions à de la violence implique que celle-ci est un problème interpersonnel négociable.²⁵¹ Le FLRP propose également la création de centres de médiation et d'accès parental. Entre autres services, ces centres pourraient assurer le maintien de contacts avec les enfants pour une clientèle particulière :

*Les pères accusés de sévices sexuels à l'endroit de leurs enfants... Ces centres pourraient prouver ou infirmer toute accusation de sévices sexuels alléguée contre des pères grâce à des caméras qui filmeraient les visites d'accès.*²⁵²

Il est évident qu'une telle ressource ne pourrait aucunement prouver ou infirmer les accusations ayant trait aux comportements passés du père. Même si elle pouvait apaiser en partie une mère qui se voit imposer contre son gré une ordonnance de contacts, cette formule semble peu sensible au traumatisme que vivrait un enfant soumis à de tels contacts si les accusations portées étaient véridiques.²⁵³ Comme l'ont fait remarquer Elizabeth Jones et Patrick Parkinson, les contacts imposés en pareilles circonstances « peuvent être rendus sécuritaires par une surveillance mais ne peuvent pas vraiment être tenus pour sains. »²⁵⁴

C. Neutralisation de genre de la violence

Certains groupes néo-patriarcaux vont plus loin en soutenant qu'il existe une partialité inhérente au fait de mettre l'accent sur la protection des femmes et des enfants face à la violence masculine; ils affirment que les femmes sont, en fait, aussi violentes et agressives que les hommes et que cela ne se reflète pas dans la pratique officielle. Par exemple, la Men's Confraternity soutient que « les hommes et les femmes sont également capables d'être les agresseurs et courent des risques égaux d'être les victimes ».²⁵⁵ Lorsque ces groupes prennent la peine de citer des études à l'appui de ces assertions, il s'agit de celles basées sur un système particulier de mesure de la violence conjugale, la « Conflict Tactics Scale » (échelle de tactiques de conflit) ou CTS, une simple comptabilisation de gestes violents ponctuels où l'on ne tient pas compte des motivations de ces actes.²⁵⁶ Par exemple, une mesure de CTS ne permet pas de savoir si un acte donné a été posé pour imposer l'obéissance, susciter la crainte ou en auto-défense. De plus, la CTS n'établit pas de lien entre la blessure et l'acte violent qui la cause. Les

résultats de cette méthode sont donc extrêmement controversés et bon nombre des critiques adressées à la CTS ont aujourd'hui été acceptées par l'auteur de cette approche.²⁵⁷

Le lobby néo-patriarcal a recours à des méthodes encore plus contestables pour dépeindre les femmes comme aussi violentes ou agressives que les hommes. Par exemple, la Men's Confraternity allègue qu'en refusant de satisfaire les besoins sexuels des hommes, les femmes infligent à ceux-ci une violence verbale et psychologique.²⁵⁸ Cette proposition semble accréditer le mythe juridique récemment aboli selon lequel une épouse consentait d'avance et de façon irrévocable à toute relation sexuelle avec son mari.²⁵⁹ La LFAA prétend que tout comportement qui provoque la violence conjugale est lui-même une forme de violence conjugale.²⁶⁰ D'autres groupes soutiennent que le déni d'accès – un comportement qu'ils attribuent principalement aux femmes – constitue une violence infligée aux enfants en privant ceux-ci de l'accès au parent masculin et en leur causant traumatismes et souffrances.²⁶¹ En fait, la LFAA décrit le divorce lui-même comme une violence anti-enfants et va jusqu'à suggérer que les magistrats du tribunal de la famille deviennent eux-mêmes des agresseurs d'enfants lorsqu'ils n'assurent pas l'exécution des ordonnances d'accès.²⁶²

D. La violence comme preuve de victimisation

Malgré cette minimisation ou ce déni de la violence masculine, on voit presque tous les groupes de pères séparés reconnaître à un moment ou l'autre, pour des raisons tactiques, l'existence du phénomène de la violence masculine intra-familiale. Mais il est rare qu'ils assument la responsabilité de cette violence ou qu'ils reconnaissent son influence sur les personnes ciblées. En fait, le lobby néo-patriarcal attribue habituellement cette violence à des agents externes aux hommes qui l'exercent soit, par exemple, le parent gardien, le tribunal de la famille²⁶³ et le *Family Law Act*.²⁶⁴ On blâme ainsi le recours aux ordonnances de non-communication,²⁶⁵ une garde exclusive invariablement confiée aux femmes,²⁶⁶ le système judiciaire d'opposition,²⁶⁷ le coût des pensions alimentaires dues aux enfants²⁶⁸ et le déni d'accès parental aux hommes.²⁶⁹ Paradoxalement, ces groupes invoquent la violence masculine comme preuve d'à quel point les hommes seraient victimisés par l'appareil du droit de la famille. La violence serait un phénomène induit chez les hommes, comme le stress ou la maladie, et il faudrait donc y voir une preuve de leur souffrance à eux. Ainsi, PWR affirme : « Si nos plaidoyers avaient été entendus, il y aurait plus d'enfants et de leurs pères en vie aujourd'hui. Les parents gardiens qui utilisent leurs enfants comme une arme sont la source de tragédies, de violences, d'amertume et de meurtres suivis de suicides. »²⁷⁰

La Men's Confraternity ajoute que les hommes ont droit à une solution de rechange légale à la violence que suscite la frustration de voir leurs épouses déroger à leurs vœux et à leurs promesses de mariage (celle de satisfaire le « besoin physiologique [de l'homme] d'une décharge constante de sperme ») alors que les hommes, eux, demeurent légalement forcés de respecter les leurs (satisfaire son besoin à elle d'une « dépendance financière »).²⁷¹ La LFAA prédit que la violence conjugale et l'enlèvement des enfants « vont demeurer les solutions et les voies d'échappement pour les personnes trahies par les promesses factices et négligées de leur conjointe et par les préjugés sexistes de notre société et du tribunal de la famille ».²⁷² Aux dires de l'organisation, les causes de cette violence comprennent notamment le fait d'être appelé à payer une pension alimentaire sans obtenir de droits d'accès et le fait d'être accusé d'outrage au tribunal pour avoir transgressé des ordonnances judiciaires. La LFAA ajoute :

Les gens qui recourent à la violence réagissent à une réalité : celle d'avoir vu leurs enfants kidnappés (que ce soit à titre officiel ou non), leurs biens partagés de façon inéquitable et leurs voix ignorées par les fonctionnaires de l'appareil du tribunal de la famille. Ce n'est pas le moment de dire à ces gens : « Vous n'êtes pas propriétaire de vos enfants, ce ne sont pas des biens matériels. » Ces gens sont propriétaires de leur relation avec leurs enfants et ils agissent en pensant à leur vie avec ou sans cette relation...²⁷⁴

McMurray et Blackmore, qui ont interviewé des pères non gardiens, notent que « le problème le plus alarmant des stratégies d'adaptation des hommes consistait en leurs attitudes en matière de violence anti-femmes... [34 pour cent d'entre eux]... ont exprimé de la sympathie pour les meurtres suivis d'un suicide associé à la garde des enfants. »²⁷⁵

Une des rares condamnations fermes du recours à la violence dans le contexte d'une rupture familiale apparaît dans le bulletin du FLIGHT. Cette organisation déconseille fortement aux hommes de réagir à la frustration par de la violence :

*AVANT TOUT, NE MANIFESTEZ AUCUNE EXPRESSION VIOLENTE, AUCUNE AGRESSIVITÉ. Sans vouloir sembler trop sévère, je ne peux tolérer aucun compromis là-dessus... même si vous allez très mal, vous en prendre à vos enfants ou vous tuer n'y changera rien, pas plus que d'agresser votre ex-conjointe.*²⁷⁶

6. Partage des biens du ménage et pension alimentaire à l'épouse

Certains groupes de pères séparés allèguent que les femmes ont le haut du pavé dans le partage des biens du ménage au moment du divorce, même si ces prétentions ne sont généralement pas confirmées par les recherches sur cette question.²⁷⁷ Par exemple, la Men's Fraternity considère que les femmes obtiennent une plus grande part des biens du ménage, ce qui ouvrirait la voie à une « armée de femmes divorcées » se mariant pauvres et divorçant riches. Cette organisation ajoute qu'on voit « souvent la divorcée spécialiste des mariages multiples dissimuler sa valeur réelle lorsqu'elle abat sa 'proie', de façon à se doter d'un coussin financier de mieux en mieux garni ». ²⁷⁸

Quand ces groupes ont suggéré des réformes liées à la division des biens lors de la rupture, ils se sont surtout préoccupés des rapports entre la disposition des biens, la pension alimentaire à l'épouse et les pensions alimentaires pour enfants. Par exemple, la LFAA affirme que les tribunaux « ont tendance à accepter les demandes des conjointes qui veulent cumuler deux et même trois avantages, prétendument au nom des enfants, en recevant des pensions pour ceux-ci, une part plus importante des biens du mariage, toujours au nom des enfants, et une pension alimentaire pour elles parce qu'elles doivent prendre soin d'eux ». ²⁷⁹ Pour la LFAA, ces conditions accablent le parent non gardien au dénuement, avec 98 pour cent de son salaire total assigné aux dispositions sur les biens et aux pensions alimentaires des enfants, tandis que le parent gardien peut « vivre dans un luxe relatif ». La LFAA considère que les tribunaux devraient adhérer au principe d'une rupture nette après le divorce, un sentiment qu'endosse la Men's Fraternity, qui propose l'abolition de toute pension alimentaire à l'épouse, pour la raison suivante :

*Lorsqu'un homme et une femme divorcent, il et elle mettent fin à leur engagement réciproque. À ce titre, ils et elles devraient être tenus pour individuellement responsables de leur destinée. Il n'existe pas de base valable pour rendre une personne responsable de l'avenir d'une autre, surtout en l'absence d'une capacité ou d'une volonté de débarquer de la balançoire à bascule et de créer sa propre voie gagnante ou perdante, compte tenu que la loi sur l'égalité des chances a été instaurée pour aider tous et chacun à trouver de l'emploi.*²⁸⁰

Néanmoins, les groupes australiens de pères séparés mettent généralement moins d'ardeur à tenter de réformer le régime de partage des biens du mariage inscrit au *Family Law Act* qu'ils ne le font en matière de garde et de pensions alimentaires pour enfants.²⁸¹ C'est un facteur intéressant à prendre en compte à la lumière des commentaires de Martha Fineman sur les priorités de réforme des groupes de pères séparés aux États-Unis : « Les pensions alimentaires pour enfants et la garde étaient les principales cibles, écrit-elle, probablement parce que c'étaient les seuls domaines où l'on puisse même prétendre que les femmes disposaient d'un avantage significatif et démontrable ». ²⁸²

7. Réintroduction de la notion de faute dans les actions en divorce

Plusieurs groupes²⁸³ aimeraient voir réintroduite la notion de faute dans les actions en divorce. La Family Law Reform Association NSW Inc semble aller plus loin et favoriser également l'introduction de considérations de faute dans le processus de counselling et dans les décisions sur la garde des enfants. En effet, pour elle, « les conseillers ne devraient pas appuyer le parent qui a retiré l'enfant du mariage ». ²⁸⁴ La LFAA prétend également que « le parent déserteur devrait bénéficier de moins de considération au tribunal de la famille » et que la garde exclusive devrait être accordée à celui des parents qui s'est montré « le plus responsable » au cours de la rupture. Toutefois, le groupe n'indique pas comment mesurer cette responsabilité ou s'il faut tenir compte de sa manifestation à l'égard des enfants ou de l'autre conjoint. ²⁸⁵

Certaines de ces propositions semblent fondées sur le sentiment implicite que les femmes sont fautives de quitter leurs couples²⁸⁶ et que, lorsque la notion de faute n'est pas intégrée aux instances d'attribution des biens et de la garde, soit ce comportement est encouragé, soit les hommes sont frustrés d'une juste reconnaissance de leur innocence. Par exemple, le Non-Custodial Parents Reform Group soutient que bon nombre de parents non gardiens sont chassés du mariage par le parent gardien et que le système actuel du droit de la famille réduit le mariage à une

bouffonnerie parce que le parent non gardien perd alors le mariage, l'essentiel de ses biens et de ses économies et l'accès aux enfants, sans aucune compensation.²⁸⁷

En corollaire, certains groupes soutiennent que, même si la notion de faute est censée avoir été retirée des instances en divorce, elle est en fait automatiquement imputée aux hommes, soit parce que l'on tient compte de la violence conjugale,²⁸⁸ soit en raison de la partialité généralisée du système contre les hommes.

Bon nombre de groupes soutiennent également que l'accès au divorce devrait être restreint. Par exemple, Nevil Abolish Child Support and the Family Court, porte-parole de l'organisation PWR, lance que l'accès au divorce est trop facile et que « l'industrie du divorce » est aujourd'hui énorme. Il affirme que les juges, les avocats et les politiciens trouvent le divorce extrêmement lucratif et gagnent à entretenir le statu quo.²⁹⁰

8. La confidentialité et l'article 121

L'article 121 du *Family Law Act* n'interdit pas complètement de publier les détails des actions entreprises. Cependant, il fait une infraction de la publication du nom d'une partie liée à ces instances. En règle générale, les groupes de pères séparés qui commentent cet article trouvent qu'il « bâillonne les critiques et occulte le travail d'un appareil draconien ». ²⁹¹ PWR soutient que les actions devraient être publiées « pour nous permettre de dénoncer la partialité du système et de vérifier si justice est faite ». ²⁹² L'Australian Family Law Action Group réclame également la publication sans entrave des actions entreprises au tribunal de la famille :

*Les médias ne peuvent publier aucun nom ou description des personnes impliquées dans ces affaires (une description signifiant l'apparence, le costume, l'âge ou l'occupation). Il est évident qu'avec de tels règlements et restrictions, la population ne suivra aucune cause et aucun média n'y intéressera son public... Nous, les citoyens ordinaires, n'accordons tout simplement pas d'intérêt aux récits dénués de tels détails, de sorte que des milliers d'histoires d'horreur issues du tribunal de la famille échappent à l'attention du grand public... Un récit dénué de noms et de descriptions devient sans intérêt et sans couleur.*²⁹³

Mais l'on note parfois l'opinion contraire. La filiale de New South Wales de Dads Against Discrimination²⁹⁴ parle de conserver l'article 121 comme caution importante de la confidentialité des personnes impliquées dans les actions du tribunal de la famille.

Un rapport déposé récemment auprès du procureur général australien par l'ex-juge en chef de la West Australian Family Court, l'honorable Jan McCall, recommande de relaxer les restrictions imposées à la publicité des actions par l'article 121.²⁹⁵ Le procureur général semble favorable aux recommandations du rapport.²⁹⁶ La couverture média de cet enjeu a clairement indiqué que ces recommandations avaient l'appui des groupes de pères séparés, en dépit d'une vive opposition de beaucoup de groupes de femmes, d'organismes de défense des droits civiques et d'autres intervenants.²⁹⁹

9. Partialité dans les processus décisionnels du droit de la famille

A. Le « système » du droit de la famille, le tribunal de la famille, le *Family Law Act* et la législation régissant les pensions alimentaires pour enfants

Certains groupes affirment d'emblée que le « système » victimise, persécute et violence les hommes.³⁰⁰ D'autres prétentions sont moins ouvertement genrées. Le Sydney Men's Network affirme que le système actuel du droit de la famille opprime les parents non gardiens.³⁰¹ La législation s'attire également des accusations de partialité et de discrimination. Par exemple, l'organisation Equality for Fathers soutient que les concepts de base du droit de la famille doivent être réalignés sur « une égalité sexuelle véritable pour les deux sexes ». ³⁰² Bon nombre de groupes affirment qu'en règle générale, le tribunal de la famille fait preuve de partialité.³⁰³

PWR laisse planer un soupçon de corruption lorsqu'il suggère que le gouvernement et le tribunal de la famille interviennent à l'occasion auprès des dirigeants et propriétaires des médias pour les empêcher de publier certaines informations sur des enjeux et des causes de droit de la famille. Un représentant du groupe présente comme preuve de cette allégation le nombre d'entrevues qu'il a accordées et qui n'ont pas été publiées. Autre élément de preuve à ses yeux : après avoir informé le juge en chef du tribunal de la famille qu'il envoyait copie aux médias

d'une lettre qui lui était adressée, il a constaté qu'aucun des 20 médias ainsi approchés n'avait fait mention de sa missive.³⁰⁴

B. Le processus d'opposition et les mécanismes de règlement extrajudiciaire des conflits

Plusieurs groupes décrivent le processus judiciaire d'opposition comme impropre au règlement des différends familiaux, prétextant surtout que cette filière envenime les conflits.³⁰⁵ Beaucoup de ces groupes se disent partisans de modes de règlement extrajudiciaire des conflits, tels la médiation, les services de counselling ou l'arbitrage, pour remplacer le système d'opposition ou y suppléer.³⁰⁶ Par exemple, PWR soutient qu'il faudrait créer des centres de médiation et imposer aux parties qui refusent de négocier dans ce contexte de payer les frais judiciaires de l'autre partie. Selon ce groupe, « les gens doivent être forcés d'assister à des sessions de counselling ou de médiation avant de pouvoir courir chez des avocats ». ³⁰⁷

Mais, tout en se disant favorables aux modes de règlement extrajudiciaire des conflits, la plupart des groupes se montrent insatisfaits de l'application de ces processus au tribunal de la famille. Par exemple, PWR dénonce une partialité inhérente au processus de counselling. Selon lui :

Les responsables du counselling doivent... indiquer clairement aux deux parties conseillées leur statut de lesbiennes, d'homosexuels ou d'adeptes de l'idéologie féministe. Il va de soi que la majorité des parents hétérosexuels normaux s'objectent à ce que ce type de gens se mêlent de leurs problèmes familiaux... Ces personnes sont partiales du simple fait de leurs opinions et modes de vie!³⁰⁸

PWR soutient également que le counselling prodigué au tribunal de la famille n'est pas orienté en vue de préserver les couples³⁰⁹ et affirme que « les conseillères doivent être plus que de simples travailleuses sociales, avec un diplôme de base en sciences sociales ou en études sur les femmes ». ³¹⁰

C. Les avocats et l'aide juridique

Quelques groupes voient les avocats comme une source de problèmes énormes. Par exemple, la LFAA³¹¹ leur attribue des pratiques fractionnelles, certains disant erronément aux hommes qu'ils perdront en Cour s'ils choisissent de contester la garde.³¹² Selon le groupe, cela amène bon nombre d'hommes à accepter de concéder cet avantage.

Toutefois, la très grande majorité des doléances exprimées par ces groupes tiennent à leur impression que les femmes obtiennent l'aide juridique et les hommes, non.³¹³ Ils allèguent différentes conséquences à cet état de choses. Certains perçoivent les femmes comme avantagées du fait de disposer de ressources juridiques illimitées, ce qui leur permet de tenir bon ou de s'engager dans des négociations prolongées que ne peuvent se payer les hommes. PWR soutient que les hommes encourent d'énormes dépenses à tenter d'obtenir la garde, d'où leur incapacité d'acquitter la pension alimentaire des enfants.³¹⁴ On allègue également que le coût de la représentation juridique empêche concrètement les hommes d'obtenir la garde ou l'accès aux enfants. La Men's Confraternity affirme qu'une représentation juridique déséquilibrée a pour effet de bâtir une jurisprudence nourrie pour le camp des femmes, ce qui éloigne d'autant plus les hommes de décisions favorables.³¹⁵ La solution à cet état de choses, disent certaines organisations, serait d'attribuer l'aide juridique aux causes plutôt qu'aux personnes, en ce sens qu'elle devrait être accessible aux deux parties, sans égard à leurs circonstances financières individuelles.³¹⁶

D. Le bureau d'administration des pensions alimentaires pour enfants

Les plaintes concernant l'inefficacité du personnel du bureau d'administration des pensions ou cette instance elle-même sont chose commune dans les écrits du lobby néo-patriarcal.³¹⁷ D'aucuns déplorent également que ce personnel soit peu sympathique à l'endroit des parents non gardiens et même partial contre eux.³¹⁸

10. Financement des groupes d'hommes

Une autre récrimination commune présente les groupes de femmes comme subventionnés par l'État, contrairement aux groupes d'hommes. Par exemple, le CSAG émet le commentaire suivant :

*Les femmes semblent avoir été très efficaces à obtenir un financement et des ressources pour contrer des torts du passé en matière de pensions alimentaires pour enfants, et il faut s'en féliciter. Il est à espérer que les organisations qui représentent les hommes arriveront, elles aussi, à obtenir un financement et des ressources pour contrer les problèmes qui affectent ceux-ci aujourd'hui.*³¹⁹

Certaines de ces plaintes visent les maisons d'hébergement pour femmes. Le groupe PWP allègue que les refuges pour femmes reçoivent 15 millions de dollars par année, pour lesquels ils n'ont aucun compte à rendre, alors que les groupes d'hommes n'obtiennent aucun financement.³²⁰ On parle également de « capture » et de mauvaise gestion financière des refuges. Par exemple, PWP lance que « des féministes radicales contrôlent et gèrent les maisons d'hébergement pour femmes » et qu'il « est à peu près temps de mener une enquête approfondie sur ces refuges et sur les diverses façons dont l'argent des contribuables a été gaspillé ».³²¹ Pour la Men's Confraternity, « les refuges pour femmes sont une tête de pont d'où des lesbiennes et des gens qui haïssent les hommes lancent des attaques contre les hommes et contre la Famille. Le fonctionnement et la fonction des refuges pour femmes devraient être soumis à une enquête. »³²² La LFAA ajoute que les « allégations [voulant que certains refuges pour femmes soient devenus des lieux reconnus de sévices infligés aux enfants] doivent être prises au sérieux par les services de protection de la jeunesse ».³²³

Conclusion

Il ne fait pas de doute que des hommes (et des femmes) impliqués dans le système du droit de la famille vivent et ont vécu de réelles souffrances.³²⁴ Il apparaît que le programme du mouvement néo-patriarcal est, dans une certaine mesure, nourri par cette amertume. Un climat intense et passionné de revendication alimente la plupart des propos de ces groupes. Néanmoins, malgré la réalité de telles épreuves, le cadre de valeurs et les paradigmes présentés pour caractériser et justifier tant ces sentiments que les expériences qui les suscitent demeurent extrêmement discutables.³²⁵ Richard Collier insiste sur une telle distinction lorsqu'il s'interroge sur une « disjonction entre l'expérience très réelle de perte de pouvoir personnelle qui semble exister chez bon nombre de ces hommes et la réalité du pouvoir masculin? »³²⁶ Nous sommes inquiètes de constater que cette distinction n'est faite ni par les organisations du lobby néo-patriarcal, ni par beaucoup de journalistes et de personnages publics qui traitent avec ces organisations.

Nous sommes également préoccupées de voir le programme du mouvement néo-patriarcal être si souvent présenté comme *la perspective masculine* en matière de droit de la famille. C'est certainement la seule à exercer une influence réelle dans les médias et dans l'arène du débat politique et de la réforme juridique. Où peuvent s'exprimer les pères qui ont souffert de l'échec de leur relation de couple et de leurs tentatives subséquentes pour maintenir des rapports avec leurs enfants? Comme l'écrit Ros Coward, les pères qui vivent ces situations...

*... se retrouvent soudain sans rôle automatique et à la recherche d'un langage pour actualiser ce qui a été positif et ce qu'ils veulent préserver de leur relation avec leurs enfants. Le seul endroit où articuler présentement cette expérience est le lobby familialiste de droite.*³²⁷

Pourtant, ce ne sont pas tous les pères heurtés émotivement qui partagent le cadre politique sous-jacent de ce mouvement ou qui décrivent leurs expériences comme ce dernier le fait. Le programme que nous venons de décrire n'est aucunement *la perspective des pères* sur le droit de la famille; ce n'est qu'un point de vue, hautement politisé, et « contestable tant au plan empirique que logique ». (328) Il est temps que débute cette contestation...

(Traduction : Martin Dufresne)

Source : Kaye, Miranda et Julia Tolmie (1998). « Fathers' Rights Groups in Australia and Their Engagement With Issues of Family Law ». *Australian Journal of Family Law*, 12 (1), mars.

-
- * Kaye, Miranda et Julia Tolmie (1998). « Fathers' Rights Groups in Australia and Their Engagement With Issues of Family Law ». *Australian Journal of Family Law*, 12 (1), mars.
- 1 Honorable Chief Justice Alistair Nicholson, from 'Welcome' in « Enhancing Access to Justice », *Family Court of Australia Second National Conference Papers*, 2-23 September 1995, Family Court of Australia, Sydney, 1996, p 1.
- 2 For example: *The Sydney Morning Herald*, 6 July 1984, p 1; 19 February 1988; 5 August 1992, p4; 22 September 1993, p9; 2 September 1994, p 13; 25 February 1995, p2; 22 June 1995; 2 September 1995, pp 116; 4 May 1996, p 8; 12 October 1996, pp 1, 4; 14 October 1996, p 11; 15 October 1996, p 11; 22 October 1996 (Series by Bettina Arndt); 28 November 1996, p 1; 12 February 1997, p 13; *The Age*, 14 November 1995, p 11; 28 January 1996, p12, 8 May 1996, p 20; 30 July 1996, p 15; *The Australian*, 2-3 September 1995, p 29; 13
- 3 March 1997, p 11; *The Sun Herald* 9 March 1997, p 39.
- 4 M Abernethy, « Paternity Wars: In Australia, Divorce is a Battle Men can't win », *Australian Penthouse*, April 1993.
- 4 Lone Fathers Association, Australia (LFAA) organised the first National Family Law Conference in 1990 and the second National Family Law Conference in 1997.
- 5 Participants at the LFAA Conference (1997) raised the possibility that more political gain may result from strategic alliances and the creation of an umbrella organisation. Cheryl Gregory from DADs is engaged in the task of developing a mailing list and appropriate structure.
- 6 At the LFAA Conference (1997) Barry Williams recounted his communications with Tim Fischer. Member of Parliament and former Chair of the Joint Select Committee into the Family Law Act Roger Price attended the conference as did Liberal backbencher Paul Marek (federal member for Capricornia), and ACT Attorney-General Garry Humphries.
- 7 The Family Law Reform Party (FLRP) is a registered political party which has run candidates at state level and intends to run candidates at the next federal election.
- 8 See L Young, « Parenting Disputes under the Family Law Act 1975: The New Regime » (1996)1 *Sister in Law* 93 at 101.
- 9 For one of the few treatments of these groups see R Graycar, « Equal Rights Versus Fathers' Rights: the Gild Custody Debate in Australia » in *Child Custody and the Politics of Gender*, C Smart and S Sevenhuijsen (eds), Routledge, London, 1989. Canadian research in this area includes the work of I Bertoia and J Drakich, « The Fathers' Rights Movement: Contradictions in Rhetoric and Practice » (1993)14 *Journal of Family Issues* 592. Work in the US includes S Coltrane and N Hickman, « The Rhetoric of Rights and Needs: Moral Discourse in the Reform of Child Custody and Child Support Laws » (1992) 39 *Social Problems* 400. Work in the UK includes Richard Collier, « 'Coming Together?': Post-Heterosexuality, Masculine Crisis and the New Men's Movement » (1996) IV *Feminist Legal Studies* 3.
- 10 These interviews were not a primary research resource. This was because we were unable to systematically locate groups and/or their representatives. However, the interviews did provide useful background information such as size of membership and the types of activities undertaken by the groups interviewed.
- 11 See M Kaye and J.Tolmie, « Discoursing Dads: The Rhetorical Devices of Fathers' Rights Groups » (forthcoming in *Melbourne University Law Review*).
- 12 Communication with research assistant. The Family Law Reform Association NSW Inc, in speaking of those involved in its inception (in one of its' self-generated pamphlets), says that, "at times there were only four people at a meeting, but they were determined to press on for reforms to the Family Law Act, no matter how much support they received. They knew they were speaking for thousands of people and that it was imperative that they continue."
- 13 For example, Parent Without Rights was apparently formed in 1977. The LFAA claims to have started in 1973.
- 14 Mr Abolish Child Support and the Family Court changed his name by official deed poll. See "Nevil With A Cause", *The Age*, 3 October 1997
- 15 Dads Against Discrimination (communication with research assistant). The UK group, Families Need Fathers, in its advice to members thinking about starting a local group says, « Only a few people will stay longer in a group than it takes to settle - or abandon - their own problems. Don't be depressed... » See J Baker, *Starting a local group: An FNF guide*, Version 2, Families Need Fathers, London, 1996 at p 2.

- 16 See for example, Men's Rights Agency which was co-founded by Sue Price.
- 17 Some notable examples are: A Horin, « Fathers Angry at Move to Cut Child Access », *Sydney Morning Herald*, 22 June 1995; C Allisson, « Inquiry told of 'Grossly Unfair' Child Support Laws », *Sydney Morning Herald*, 22 September 1993; M Brown, « There are a Lot of Angry Men out There », *Sydney Morning Herald*, 6 July 1984; L Lamont and N Jamal, « Getting Their Orders », *Sydney Morning Herald*, 12 February 1997; D Bagnall, « Divorced from Reality », *The Bulletin*, 12 November 1996, 16 at p 18.
- 18 *Sex/life, Fathers and Family Law Courts*, Programs 19 and 20.
- 19 B Arndt, « I want my Daddy », *Sydney Morning Herald*, 12 October 1996.
- 20 *Life Matters*, 19 December 1996.
- 21 DADs newsletter (communication from DADs, QId).
- 22 N Naffine, *Law and the Sexes*, Allen & Unwin, Sydney, 1990.
- 23 See Smart and Sevenhuijsen, above n 9, L Harne and J Radford, « Reinstating Patriarchy: the Politics of the Family and the New legislation » in A Mullender and R Morley (eds), *Children Living with Domestic Violence: Putting Men's Abuse of Women on the Child Care Agenda*, Whiting & Birch, London, 1994; see further; P Abbott & C Wallace, *The Family and the New Right*, Pluto Press, London, 1992.
- 24 LFAA Conference, 1997.
- 25 *Lone Fathers' Noos*, the newsletter of the LFAA (undated, 1997).
- 26 *Ibid.*
- 27 M Abernethy, above, n 3 p 38. B Arndt, « When School's Out for Fathers », *Sydney Morning Herald*, 4 May 1996, suggests that « family law reform groups »' complaints about the treatment of non-custodial parents by school authorities have resulted in new policies in NSW and Queensland which attempt to offer non-custodial parents more involvement in their children's schooling.
- 28 T Taylor, « Australian Terrorism: Traditions of violence and the Family Court Bombings » (1992) 8 *Australian Journal of Law and Society* 1, argues that the Attorney-General's consultation with fathers' rights groups and his apparent desire to appease them had the effect of legitimising the bombings and delegitimising their target (the court).
- 29 LFAA Conference, 1997.
- 30 M Abernethy, above, n 3 at 107.
- 31 L Young, « Parenting Disputes under the Family Law Act 1975: the New Regime » (1996)1 *Sister in Law* 93 at p 101.
- 32 For example s 60B(2) introducing the child's right of contact, on a regular basis, with both parents; the increase in « alterative dispute resolution » (now called primary dispute resolution) and private ordering generally; the fact that a residence parent will not automatically have the rights to make decisions concerning the children (cf « old » custody orders). See J Behrens, « Shared Parenting: Possibilities and Realities » (1996)21 *Alternative Law Journal* 213.
- 33 Note in particular the work of the National Women's Justice Coalition who lobbied for changes to the Family Law Reform bills. Amendments were made so that s 60B(2) clarifies the child's 'right' of contact so that it exists "except where it is or would be contrary to the best interests of the child". See also the ending of the « silence about violence » in the Act in ss 43, 68F, 68J, 68K, 68R, 68S and 68T, although many would argue that these changes did not go far enough. See J Behrens, « Ending the Silence, But... Family Violence under the Family Law Reform Act 1995 » (1996) 10 *AJFL* 35.
- 34 R Graycar, Submission to the Joint Select Committee on Certain Aspects of the Operation of the Family Law Act, Part Two, National Committee on Violence Against Women, 1991 at p71.
- 35 L Hancock, «Reforming the Child Support Formula: Who Wins? », forthcoming in *Just Policy*.
- 36 M Fineman, « Illusive Equality: On Weitzman's Divorce Revolution » (1986) *American Bar Foundation Research Journal* 781 at p 788.

- 37 Hancock, above, n 35.
- 38 An Examination of the Operation and Effectiveness of the Scheme (1994), Canberra.
- 39 For example she notes that in chs 16-19, which deal with issues concerning the child support formula, the submissions of non-resident parents are cited or quoted 81 per cent of the time by the committee, as opposed to submissions made by resident parents.
- 40 See also K Funder, « Changes in Child Support » (1997) 48 *Family Matters* 36.
- 41 The remainder of submissions were from organisations (which included a number of fathers' rights groups), grandparents and divided custody parents. Graycar, above, n 9, found that of the oral submissions to the ALRC, Reference into Contempt, Report No 35,1987 (hereafter ALRC, Contempt) 46 out of 71 were from identified "fathers' rights" groups or from individuals sympathetic to their position. See also M Harrison and R Graycar, «The Australian Family Law Reform Act: Can Changing Legislation change Legal Culture, Legal Practice and Community Expectations?» (forthcoming).
- 42 B Arndt, Getting the Message Across about Injustice to Men, Conference Paper, LFAA Conference, 1997.
- 43 Text to n 14.
- 44 Many of these individuals perform key roles for one or more group. For example, the Child Support Action Group (CSAG) research paper entitled Parents are Forever: A Reply by the Disposable Parent was jointly written. One of the writers, Y Joakimidis, wrote the recent LFAA Submission to the ALRC reference on *Children and the Legal Process*, Issues Paper 18, AGPS, Canberra, 1996 (hereafter ALRC, Children).
- 45 Arndt, above, n 42.
- 46 Cheryl Gregory (DADs) speaking at LFAA conference, 1997
- 47 See, D Ward, Guidance for the Unification of Associations and Groups seeking Changes to Family Related Legislation in Each State, information leaflet, 1996.
- 48 Cheryl Gregory (DADs) speaking at the LFAA conference, 1997.
- 49 Pt VII of the Family Law Act 1975 (as amended by the Family Law Reform Act 1995) has changed much of the terminology (and substance) of parenting orders. In this paper we have tended to use the language of « custody » and « access » because that still tends to be the common parlance and the language used by most of the groups. Additionally, many of the groups, submissions upon which we have relied were written prior to the recent amendment.
- 50 When commencing this research we also expected to find that each of the groups was a cohesive entity with uniform policies or approaches. This was true of some of the groups, but not the case in respect of others. As we have mentioned, some presented different perspectives at different points in time, or depending on which spokesperson and branch was talking. An example of a general difference in tone and approach emerges within DADs between the NSW branch and the Qld branch in their respective submissions to the Joint Select Committee on Certain Family Law Issues: Inquiry into the Operation and Effectiveness of the Child Support Scheme (hereafter, JSC CFLI: CSS). The NSW branch states that "when the Child Support Scheme was introduced into Australia the basic principle of the scheme was a courageous and just move by the Australian government. It was to acknowledge that some non-custodial parents were not accepting their share of the children's upbringing after separation from the mother" NSW DADs then goes on to say that nonetheless « the Child Support Scheme has many anomalies which are inflexible and do not meet the needs of children or their parents ». This can be contrasted with the submission of the Qld branch of DADs to the effect that « there is a basic human element that the Act ignores. With its Marxist philosophical underpinning the Act fails to take account of people's individual situations, hopes, aspirations, and abilities. It lumps all into one solution, which is a gross disrespect for human rights. Take away a persons hope, their future, and they will give in and die.
- 51 Men's Confraternity is an example of a group that presents a view of reality that is more extreme than most of the other groups, while the Family Law Injustice Group Helping Together (FLIGHT) is an example of a group taking a more moderate approach.
- 52 Family Law Reform Party, Submission to Australian Law Reform Commission Reference on Matrimonial Property, Report No 39, AGPS, Canberra, 1987 (hereafter, ALRC, Matrimonial Property). The Family Law Reform Party refers to the « destruction of the family by feminists and homosexuals » (LFAA Conference, 1997). See also the Men's Rights Agency, ALRC, Children.

- 53 On the vexed question of what is a « family » see D Herman, « Are we Family? Lesbian Rights and Women's Liberation » (1990) 28 *Osgoode Hall Law Journal* 789.
- 54 Indeed, Barry Weedon at the LFAA Conference (1997) above n 52, says, « [t]he traditional family unit consisting of father, mother and children is currently under threat from many quarters in Australia ».
- 55 Men's Rights Agency, (ALRC, Children).
- 56 Many of the critiques of sole custody could also be seen as disapproval of sole motherhood. For example LFAA posits families involving sole custody as sites of abuse (ALRC, Children).
- 57 This irrational fear of "alternative" family forms is illustrated by Barry Weedon (FLRP) at the LFAA Conference 1997, who argued, «...demands by lesbians and homosexual to be regarded as families have encouraged women to leave their husbands...» For an excellent discussion of the hatred of lesbian mothers see J Millbank, *On Being Despised: Some Thoughts on the Issue of the Anti-Mother*, Conference Paper, Court Network Conference, Melbourne, March 12 1997
- 58 R Collier, *Masculinity, law and the Family*, Routledge, London, 1995, p 202; B Simpson, P McCarthy and J Walker. *Being There: Fathers After Divorce*, Relate Centre for Family Studies, Newcastle Upon Tyne, 1995, p 4.
- 59 CSAG, NT; (JSC CFLI: CSS).
- 60 NT branch (JSC CFLI: CSS).
- 61 ALRC, Children.
- 62 See LFAA (ALRC, Children) which lists the consequences for children who do not have prominent masculine role models. Note the resonance of these arguments with the Family Court's reasoning in *A v J* (1995)19 *Fam LR* 260; FLC 92-619, supporting Collier's assertion that, « [i]t has been primarily through reference to their presumed utility as appropriate male 'role models'... that the law has sought to attach fathers to families ». see, R Collier, « A father's 'normal love?': Masculinities, Criminology and the Family » in R Dobash et al (eds), *Gender & Crime*, University of Wales, Cardiff, 1995, p 216.
- 63 Men's Rights Agency (ALRC, Children). See also the comment of Parent Without Rights (JSC CFLI: CSS) that « if nobody acts now, very soon the numbers of homeless street kids, the numbers of young children in places like St Kilda in Melbourne and Kings Cross in Sydney, will soon quadruple ». Men's Confraternity claims that « 100 per cent of youths who consistently steal cars do not have a father at home. Ninety per cent of children brought before the Children's Court do not have a father »: "Review of Restraining Orders", Submission to the Task Force on Family and Domestic Violence and the Ministry of Justice, Appendix C May 1995 at p 19 (hereafter Review of Restraining Orders). No sources are provided for this data.
- 64 For an overview of the research on this issue see J Pryor and F Seymour, « Making decisions about children after parental separation » (1996) 8 *Child and Family Law Quarterly* 229.
- 65 *Children in Australian Families: The Growth of Competence*, Prentice Hall, Sydney, 1987. In fact they fared slightly better in life skills. In this sense his research contradicts that of the US researchers, see J Wallerstein and J Kelly, *Surviving the Breakup*, Basic Books, New York, 1980; J Wallerstein and S Blakeslee, *Second Chances - Men, Women and Children a Decade after Divorce*, Ticknor & Fields, New York, 1989. There are numerous criticisms which have been levelled at "Wallerstein's" research: namely, the lack of control groups, the impact that the intervention may have had on the results, and the harm focus of the studies.
- 66 See also R Dunlop and A Burns, « *Don't Feel the World is Caving In* »: *Adolescents in Divorcing Families*, Australian Institute of Family Studies, Monograph No 6, Melbourne, 1988; F Furstenberg and A Cherlin, *Divided Families: What Happens to Children when Parents part*, Harvard UP, Cambridge, Massachusetts, 1991; C Hooper; « Do Families Need Fathers? The Impact of Divorce on Children », in Mullender and Morley (eds), above n 23, p 86.
- 67 Some studies demonstrate that relationships with the non-custodial parent remain central for many children. There are also suggestions that for a proportion of children there may be positive benefits associated with discontinuing contact with the non-custodial parent. Other studies fail to show an association between frequent contact with fathers and children's well being. See P Amato and B Keith « Parental divorce and the well-being of children: A meta-analysis » (1991) 110 *Psychological Bulletin* 26; C Hooper, « Do Families Need Fathers? The Impact of Divorce on Children » above, n 66.
- 68 LFAA Submission ALRC Equality Before the Law (hereafter; ALRC, Equality). See also text to n 18. In a parallel vein the Family Law Reform Association NSW Inc argues that property settlements make divorce more attractive for women

(communication with research assistant). The Australian Family Law Action Group comments in their Submission to the Joint Select Committee into the Family Law Act (hereafter JSC FLA) that they have received "countless horrendous records of 'counselling' by the 'Family' Court which has directly resulted in the actual subversion, corruption and destruction of families".

69 For example, the CSAG, NSW; (JSC CFLI: CSS). See below text to n 154 and following, and text to n 277 and following.

70 JSC CFLI: CSS.

71 JSC CFLI: CSS. See also LFAA Conference (1997) papers. The CSAG, NT; submits that "dissolution of the family is accelerated by one parent finding out that leaving with the children is financially attractive than staying and resolving problems" (JSC CFLI: CSS). See also Men's Confraternity (JSC CFLI: CSS); The Family Law Reform and Assistance Association NSW (JSC CFLI: CSS); DADs (QId) (JSC CFLI: CSS). It should be noted that for some women, receipt of social security gives them financial security for the first time. Social security is a regular (if small) income which allows women to budget and plan in ways that they could not while they were dependent on their spouse's income - M Montague and J Stephens, *Paying the Price for Sugar and Spice: A Study of Women's Pathways into Social Security Reciprocity*, Brotherhood of St Laurence and National Women's Advisory Council, AGPS, Canberra 1985, pp 1-11.

72 LFAA, Sydney (JSC FLA).

73 LFAA, Newcastle-Hunter Region (JSC CFLI: CSS). Studies have found no real support for this perception. See P Pacek and G Hendershot, "Public Welfare and Family Planning: An Empirical Study of the 'Brood Sow' Myth" (1974) 21 *Social Problems* 658; M Montague, "Baby Booms and Benefit Bludging. Are Young Women the Victims of a Myth"(1983) 7 *Community Health Studies* 136; P Leahy, T Buss and J Quane, "Time on Welfare: Why do People Enter and Leave the System?" (1995) 54 *American Journal of Economics and Sociology* 33

74 JSC CFLI: CSS, LFAA Conference (1997).

75 Spokesperson from DADs in communication with research assistant.

76 The CSAG (NT) proposes that the sole parent pension be available for one year only and then clients need to revert to unemployment benefits (JSC CFLI: CSS). The NSW branch suggests that the sole parent pension should be withdrawn when the youngest child reaches the age of 12 in order to encourage the custodial parent to re-enter the work force before their work skills are too outdated (JSC CFLI: CSS).

77 JSC CFLI: CSS.

78 JSC CFLI: CSS. LFAA, Sydney Branch, also argues that "[t]he present system of custodial parent [sic] being able to continue on social security payments must now be discouraged so that the parent who takes responsibility to financially maintain the well being of their children should be awarded first priority. This action will again eliminate the spiralling Single Parent Benefits annual Government pay out currently costing our community 1.8 billion dollars." (JSC FLA). See also; Men's Confraternity Equal Opportunity Sub- committee (ALRC, Matrimonial Property).

79 Some of these tensions might be a result of the adoption by some Australian fathers' rights groups of arguments from the New Right. Carol Smart suggested in 1989 that in the UK the fathers' rights movements, new fatherhood and the New Right had a symbiotic relationship: "Power and the Politics of Custody" in *Child Custody and the Politics of Gender*, above, n 9. pp 16-19. She explains, however, that the New Right consider that women should be returned to a "natural" state of dependency, while the fathers' rights movement is "quite content with the idea of women becoming financially independent, or dependent upon the state, after divorce". It is still true in Australia that the New Right and fathers' rights groups have a symbiotic relationship. Some of the groups are, perhaps unconsciously, adopting the rhetoric of the New Right in ways which produce tensions and schisms in their arguments.

80 See above, n 78

81 LFAA, Newcastle-Hunter region, claim a court preference for granting custody to mothers on the basis of "traditional" reasons "which no longer apply in a world where most females participate in the paid work force": JSC CFLI: CSS.

82 ALRC, Matrimonial Property. See also below, they believe that after divorce, each person should be responsible for their own destiny.

83 ALRC, Matrimonial Property, Review of Restraining Orders, at p 21.

- 84 The Family Law Reform Party (JSC CFLI: CSS); Parent without Rights (communication with research assistant); Family Life (communication with research assistant); DADs (communication with research assistant); Women and Grandparents treated Unfairly by Family Law (JSC FLA); The Family Law Reform Association NSW Inc (communication with research assistant); the Child Support Action Group (communication with research assistant); the Non-Custodial Men's Support Group (communication with research assistant); the LFAA (Executive Committee submission to JSC FLA); Equality For Fathers (JSC CFLI: CSS). Whether shared parenting means a genuine commitment to undertaking 50 per cent of responsibility for the actual work of child care for all groups, or simply an opportunity to have greater access and more involvement in decision- making processes, is not clear. See: Bertoia and Drakich, above, n 9.
- 85 JSC CFLI: CSS.
- 86 In that they get to have an ongoing relationship with both parents.
- 87 In that both get to maintain ongoing contact with the children, while neither has to bear the sole responsibility of residence. Thus both parents get the time to meet their own needs, develop new relationships and career opportunities. See the Family Law Council, *Access - Some Options for Reform*, AGPS, Canberra, 1987.
- 88 In the Marriage Cullen (1981)8 *Fam LR* 35; FLC 91-113; In the Marriage of H (1995) 19 *Fam LR* 165; D Collier, "Joint Custody: Research, Theory, Policy" (1988) 27 *Family Process* 459.
- 89 Wallerstein and Blakeslee, above, n 65; F Furstenberg and A Cherlin, above, n 66. See also J Behrens, "Shared Parenting: Possibilities... and Realities" (1996) 21 *Alternative Law Journal* 213; P Durst, N Wedemeyer and L Zurcher, "Parenting Relationships after Divorce: Implications for Practice" (Sept-Oct 1985) 30 *Social Work*: 426. These authors also suggest that flexible work schedules and sufficient income may also be necessary to make joint custody work. For a contrary opinion see W Bender, "Joint Custody: The Option of Choice" (1994) 21(3/4) *Journal of Divorce and Remarriage* 115.
- 90 G Russell, *The Changing Role of Fathers*, University of Queensland Press, London, 1983.
- 91 Communication with research assistant. See also DADs (NSW) (JSC CFLI: CSS); Equality for Fathers (JSC CFLI: CSS).
- 92 LFAA, Rockhampton, (JSC CFLI: CSS). This organisation also suggests greater emphasis be given to the wishes of the child and that the term "custody" be replaced by the term "parenting". Note that the latter request has been granted by the Family Law Reform Act 1995. See C Bridge, "Shared Residence in England and New Zealand - A Comparative Analysis" (1996) 8:1 *Child and Family Law Quarterly* 12, who argues that, while in theory the purpose of shared physical parenting is to improve the welfare of the child, the reality is that it may have a lot more to do with meeting the needs of the parents.
- 93 DADs (NSW) (JSC FLA); Parent Without Rights (JSC FLA); Family Life (communication with research assistant).
- 94 JSC CFLI: CSS.
- 95 Communication with research assistant.
- 96 ALRC, Matrimonial Property.
- 97 It would appear that one common statistical method used by fathers' rights groups involves polling their own members. See text to n 111.
- 98 See F Horwill and S Bordow, *The Outcome of Defended Custody Cases in the Family Court of Australia*, Family Court of Australia, Research Report No 4, Sydney, 1983.
- 99 S Bordow, "Defended Custody Cases in the Family Court of Australia: Factors Influencing the Outcome" (1994)8 *AJFL* 252.
- 100 The latter figure includes split decisions, that is decisions where the children were separated or joint custody was awarded.
- 101 R Dunlop, *The Influence of Mothers and Fathers Ten Years After Divorce*, Fifth Australian Family Research Conference, Brisbane, 27-29 November, 1996; S Boyd, "Investigating Gender Bias in Canadian Child Custody Law: Reflections on Questions and Methods" in J Brockman and D Chunn (eds), *Investigating Gender Bias: Law, Courts and the Legal Profession*, Thompson Educational Publishing Inc, Toronto, 1993, p 172. C Cowan and P Bronstein, "Fathers' Roles in the Family: Implications for Research Intervention and Change" in P Bronstein and C Cowan (eds), *Fatherhood Today: Men's Changing Role in the Family*, John Wiley, New York, 1988 argue that there is a significant discrepancy between

men's actual involvement with their children and what men and women think that the male role in modern families ought to be.

102 "Sex Discrimination in Child Custody Determinations", (1989) 3 *AJFL* 218 at p 220.

103 JSC CFLI: CSS

104 JSC CFLI: CSS

105 "Custody and Inequality in Britain" in C Smart and S Sevenhuijsen above, n 9.

106 JSC FLA: Men's Confraternity (ALRC, Matrimonial Property).

107 ALRC, Matrimonial Property

108 ALRC, Matrimonial Property

109 The Family Law Reform Association NSW Inc (communication with research assistant); Parents without Partners (communication with research assistant, compared with other submissions by this group); The Family Law Reform Party (LFAA Conference, 1997); The Australian Family Law Action Group (JSC FLA); the Non-Custodial Men's Support Group (communication with research assistant); The Family Life Movement (communication with research assistant); Women Who Want to be Women (JSC FLA); Parent without Rights (ALRC, Contempt); LFAA (WA) (JSC FLA), LFAA (ALRC, Contempt).

110 (NSW) JSC CFLI: CSS.

111 ALRC, Contempt

112 In a document produced by LFAA and Men's Confraternity (Campaign for Child Support Justice) it is stated that "Studies show that 40 per cent of custodial parents deny access for vindictive reasons". No reference for this claim is provided. In the US, Wallerstein and Kelly, above, n 65 at 33, estimated that 20 per cent of mothers in their study saw no value in the father's continued contact and actively tried to sabotage the meetings. Simpson, McCarthy and Walker, above, n 58 at p42, acknowledge that there is a percentage of women who are "unable to resolve negative feelings towards ex-husbands and find it difficult to accept fathers continuing contact with children". However, they also point out, at pp 30-34. that fathers who have lost contact with their children demonstrate high levels of bitterness towards their ex-wives, who may have very different accounts of what actually happened in this regard. They suggest that often fathers are at least equally responsible with their ex-partners for the demise of their relationship with their children, but are unwilling to see or take responsibility for this. See also J Pearson and N Thoenness, "The denial of visitation rights: A preliminary look at its incidence, correlates, antecedents and consequences" (1988) 10 *Law and Policy* 363 on factors which lead to denial of and problems with access; A McMurray and A M Blackmore, "Influences on Parent-Child Relationships in NonCustodial Fathers" (1993)14 *Australian Journal of Marriage and the Family* 151, on non-custodial parents' perceptions about access; C Smart, "The Legal and Moral Ordering of Child Custody" (1991) 18 *Journal of Law and Society* 485 and S Boyd, "W(h)ither feminism? The Department of Justice public discussion paper on custody and access," (1995) 12 *Canadian Journal of Family Law* 331, on the invisible and undervalued work women do to sustain access.

113 ALRC. For the sake of the kids; Complex Contact Cases and the Family Court, Report No 73 AGPS, Canberra, 1995, p 32.

114 Interestingly research has suggested that once the court gets involved, the chances of long-term contact being successful are substantially reduced: S Hirst and G Smiley, "The Access Dilemma - A Study of Access Patterns Following Marriage Breakdown" (1984) 22 *Conciliation Courts Review* 41.

115 Newcastle Branch (LFAA Conference, 1997); Parent Without Rights (submission to ALRC reference on Intractable Access, above, at n 113 (hereafter, ALRC, Intractable Access)).

116 The Family Law Council is currently monitoring the penalties imposed by Family Court. The Penalties Project should be completed in 1998.

117 ALRC, Intractable Access and JSC FLA. See also: DADs, NSW, (JSC FLA); LFAA, (ALRC, Contempt).

118 J Scutt, *Even in the Best of Homes: Violence in the Family*, 2nd ed, Penguin, Ringwood, 1990.

- 119 Joint Select Committee, *The Family Law Act 1975: Aspects of its Operation and Interpretation*, AGPS, Canberra, 1992, paras 7.110-7.117.
- 120 *Ibid*, at pp 164-5; ALRC Contempt Report No 35, especially the submission of the Police Commissioner's Advisory Group (PCAG).
- 121 Orders for spousal maintenance are made in less than 5 per cent of cases, *Australian Family Law and Practice*, CCH Looseleaf, para 25-505. But note the recent increased interest in spousal maintenance, see M Quinlan, "Spousal Maintenance" (1995) 69 *Law Institute Journal* 872.
- 122 The Child Support Evaluation Advisory Group, *Child Support in Australia*, AGPS, Canberra, 1992, concluded that the enforcement activity by the Agency was very disappointing.
- 123 Communication with research assistant
- 124 ALRC, *Intractable Access*. See the discussion in C Smart and B Neale, "Arguments Against Virtue- Must Contact be Enforced?" May [1997] *Family Law* 332; K Munro. "The Inapplicability of Rights Analysis in Post-Divorce Child Custody Decision Making" 30 (3) *Alberta Law Review* 852 at p 865; E Kruk, "Psychological and Structural Factors Contributing to the Disengagement of Non-Custodial Fathers After Divorce" (1992) 30 *Family and Conciliation Courts Review* 81.
- 125 DADs, NSW, (JSC FLA).
- 126 The Campaign for Men's Rights, Qld, (JSC Cal: CSS). Clearly what is proposed by unlawful" denial is denial of access where there is a court order in place. The proposal to withdraw child support where "reasonable" access is denied might go further than this.
- 127 The Family Law Reform Association NSW Inc (JSC CFLI: CSS); CSAG (JSC CFLI: CSS); Parent without Rights (JSC CFLI: CSS).
- 128 JSC CFLI: CSS.
- 129 JSC CFLI: CSS, LFAA (JSC FLA).
- 130 JSC CFLI: CSS. See also LFAA (ALRC, Contempt). This is not an uncontroversial claim. See, for example, B Simpson, P McCarthy and J Walker, *Being There: Fathers After Divorce*, above, n 58, who found no relationship between the payment of maintenance and the quantity or type of contact fathers had with their children. Compared with W Bender, "Joint Custody: The Option of Choice" (1994) 21 *Journal of Divorce and Remarriage* 115 at p 122.
- 131 On this see also Bertoia and Drakich, above, n 9.
- 132 JSC CFLI: CSS
- 133 JSC CFLI: CSS.
- 134 ALRC, *Intractable Access*. See also: LFAA, Qld, (ALRC, Contempt); Parents Without Partners (communication with research assistant).
- 135 Mothers brainwashing children is a part of what it identifies as the "the parental alienation syndrome", (CSAG, JSC CFLI: CSS; Parents without Rights. JSC FLA) based on the work of R Gardner, *The Parental Alienation Syndrome and the Differentiation Between Fabrication and Genuine Child Sex Abuse*, Creative Therapeutics, New Jersey, 1987. In the Australian context see K Byrne, "Allegations of Child Sexual Abuse and the Expert Witness: Common Problems" (1991) 6 *Australian Family Lawyer* 14, who is cited by fathers' rights groups. See for example; LFAA, (ALRC, Children).
- 136 It is also sometimes suggested that the custodial parent should pay the non-custodial parent's costs when they need to take action to enforce an access order. See The Gay and Married Men's Association (ALRC, Contempt). The general rule in family law cases is that each party bears his or her own costs - s 117(1). The ALRC is considering whether this situation should be amended in its reference on the Review of the Adversarial System of Litigation.
- 137 See also the Family Law Reform Association NSW Inc (communication with research assistant)
- 138 LFAA, Qld, (ALRC, Contempt).

- 139 See further the discussion on this in ALRC, *For the Sake of the Kids*, above, n 113.
- 140 LFAA, WA, (JSC FLA).
- 141 For example, see H Davidson, *A Report to the President of the American Bar Association: The Impact of Domestic Violence on Children* 1994; P Jaffe et al, *Children of Battered Women*, Sage Publications, California, 1990; A Blanchard, "Violence in Families: The Effects on Children" (1993) 34 *Family Matters* 31; H Hughes, "Psychological and Behavioral Correlates of Family Violence in Child Witnesses and Victims" (1988) 58 *American Journal of Orthopsychiatry* 77; J Alessi and K Hearn, "Group Treatment of Children in Shelters for Battered Women", in A Roberts (ed), *Battered Women and their Families*, Springer, New York, 1984; R Morley and A Mullender, "Domestic Violence and Children: What do we know from Research" in Morley and Mullender; above, n 66.
- 142 To borrow the wording used by to Family Law Reform Association NSW Inc(Communication with research assistant). LFAA (ALRC, Equality) also asks for funding of supervised access centres.
- 143 ALRC, *Intractable Access*.
- 144 L Harne and J Radford, "Reinstating Patriarchy: The Politics of the Family and the New Legislation" in Mullender and Morley above n 23. p 83.
- 145 ALRC, *Contempt*.
- 146 LFAA, Newcastle, (LFAA Conference, 1997).
- 147 *Equality for Fathers* (JSC CFLI: CSS).
- 148 LFAA (ALRC, *Matrimonial Property*).
- 149 CSAG, NSW. (JSC CFLI: CSS); *Parent without Rights* (3SC FL-A); LFAA (ALRC, *Matrimonial Property*).
- 150 CSAG, NSW, (JSC CFLI: CSS). LFAA, Newcastle, would allow the Family Court to give permission but submits that it should only grant permission if the father is either not interested in access or is abusing the child (not the mother), (paper to LFAA Conference, 1997). *Parent Without Rights* submits that the permission of a mediation centre counsellor should suffice (JSC FLA). It is interesting to note that comments in the media suggested that the recent amendments to the Family Law Act 1975 might have satisfied some of these suggestions by placing "constraints on custodial parents' freedom of movement". See for example B Arndt, "Landmark Case to Determine Custody Rights", *Sydney Morning Herald* 21 March 1997. For further comment on the effect of the amendments, see L Young, "Are Primary Residence Parents as Free to Move as Custodial Parents Were? (1996) *Australian Family Lawyer*; S Christie, "There will be Bloodshed: Parental Relocation and the Family Law Reform Act 1995", *Polemic*, 1997.
- 151 JSC CFLI: CSS. See also *Equality for Fathers* (JSC CFLI: CSS).
- 152 The issue was discussed by the Full Family Court in B and B: *Family Law Reform Act 1995* (1997) 21 Fam LR 676; FLC 92-517
- 153 CSAG, NSW, (JSC CFLI: CSS); DADs, Qld, (JSC CFLI: CSS): *The Non-Custodial Parents Reform Group* (JSC CFLI: CSS). That income may be a significant factor in the preservation of the relationship between non-custodial parents and their children is supported by the findings of Simpson, McCarthy and Walker, above, n 58, p 18.
- 154 The current scheme has two central features. The first is that child support is collected administratively by the Child Support Agency. This part of the scheme is contained in the *Child Support (Registration and Collection) Act 1988* and came into force on 1 June 1988. The second is that child support is calculated according to a formula, which is based on the income of the custodial and non-custodial parents. This part of the scheme is contained in the *Child Support (Assessment) Act 1988* and came into force on 1 October 1989.
- 155 See DADs, NSW (JSC CFLI: CSS). For a dismal picture of child maintenance payment prior to the introduction of the Child Support Scheme see M Harrison, G Snider and R Merlo, *Who pays for the Children?* Monograph no 9, Australian Institute of Family Studies, Melbourne, 1990, p 7. See also L Hancock, "Reforming the Child Support Formula: Who benefits?", forthcoming in *Just Policy*.
- 156 JSC CFLI: CSS. Harrison, Snider and Merlo, *ibid*, p 7 found that only 34 per cent of custodial parents were actually receiving regular, periodic child maintenance under the old scheme and they were receiving, on average, slightly less than twenty four dollars a week per child.

- 157 The Family Law Reform Party (JSC CFLI: CSS) says that "[i]n 1990 it was claimed by the Federal Government, in Judge Fogarty's report, that there was a compliance percentage of 70 per cent in child support payments, now it is claimed there is only a 56 per cent compliance ratio and they wonder why non-custodial parents don't pay". Men's Confraternity also claims that before the Family Law Act came into being 70 per cent were making regular child support payments. And that when the Child Support Agency started to collect monies the rate of payment dropped to 30 per cent, rising to 45 per cent in 1991 (JSC CFLI: CSS).
- 158 See n 111. The 34 per cent compliance rate under the previous regime can be contrasted with a compliance rate of around 65 per cent under the new scheme, Child Support Advisory Group Report 1992. Kate Funder has noted that, "Australian Institute of Family Studies "search has shown that since the Child Support Scheme was introduced the rate of payment has doubled from one-third to two thirds in divorced populations with dependent children" (K Funder, above, n 40 at p 37).
- 159 JSC CFLI: CSS. The Family Law Reform Party submits that "[t]he Child Support Agency... has become a gigantic octopus gobbling up a non-custodial parent's pay packet" (JSC CFLI: CSS).
- 160 JSC CFLI: CSS.
- 161 Communication with research assistant.
- 162 The DSS (JSC CFLI: CSS at p 146) produces a table showing the percentages of income a non-custodial parent on different incomes will have left after payment of child support and tax. This table shows that percentages of income paid in child support are lower than stated by these groups.
- 163 See, for example, the Family Law Reform Association NSW Inc (JSC CFLI: CSS); Parents Without Partners (JSC CFLI: CSS); FLIGHT (JSC CFLI: CSS).
- 164 Newcastle-Hunter, (JSC CFLI: CSS). There are the familiar arguments that the child support provisions cause violence. For example, CSAG, NT argues that the formula encourages murder and suicide (JSC CFLI: CSS).
- 165 JSC CFLI: CSS. Parent Without Rights comments that the Child Support Scheme has created "a new class of persons living below the poverty line" (JSC CFLI: CSS).
- 166 Parent without Rights (ALRC, Contempt); LFAA, WA, (JSC FLA).
- 167 However, figures show that fathers are more likely to repartner than mothers after separation. See K Funder, *Remaking Families: Adaptation of Parents and Children to Divorce*, Australian Institute of Family Studies, Melbourne, 1996, pp 39-42.
- 168 LFAA (JSC CFLI: CSS); Parents Without Partners (JSC CFLI: CSS); Non-Custodial Parents Reform Group (JSC CFLI: CSS); Non-custodial Men's Support Group (communication with research assistant); FLIGHT (JSC CFLI: CSS); the CSAG, Vic (JSC CFLI: CSS). The Family Law Reform and Assistance Association states that many non-custodial parents are giving up jobs rather than pay child support (JSC CFLI: CSS). Note however the Legal Aid Child Support Unit's (JSC CFLI: CSS) argument that the formula functions to adjust payment according to ability to pay and that, therefore, the worker is always financially better off than the welfare recipient
- 169 Non-Custodial Parents Reform Group (JSC CFLI: CSS); Men's Confraternity (JSC CFLI: CSS). LFAA National President's Supplementary submission to JSC CFLI: CSS).
- 170 ALRC, Children
- 171 CSAG, NT, (JSC CFLI: CSS); the Family Law Reform Party (JSC CFLI: CSS); LFAA, Newcastle-Hunter, (JSC CFLI: CSS); Equality for Fathers (JSC CFLI: CSS); Family Law Reform and Assistance Association (JSC CFLI: CSS).
- 172 Men's Confraternity Equal Opportunity Sub-committee (ALRC, Matrimonial Property). See also the Non-Custodial Parents Reform Group (JSC CFLI: CSS); the Non-Custodial Men's Support Group (communication with research assistant).
- 173 The DSS argues (JSC CFLI: CSS) that the child support amounts produced by the formula are less than the actual direct costs of supporting children. J Bowen, *Child Support: The Essential Guide*, Jacaranda, Sydney, 1992, P 489 suggests that if non-custodial parents have not been involved in the day-to-day budgeting for the household they may not realise the true costs of raising children.

- 174 In other words the intention of the scheme is to give priority to the rights of children to share in the living standards [or resources] of both parents" rather than making the parents responsible for sharing the bare costs of the children. See F Carberry, "The Child Support Scheme: An Evaluation of its Personal Impact" (1992) *Social Security Journal* 43.
- 175 Equality for Fathers explicitly argues (JSC CFLI: CSS) that child support payments should not be based on income levels but should be equal to half the cost of supporting the children.
- 176 (Vic) JSC CFLI: Equality for Fathers says that "[t]he children should not be made into 'cash cows'". And "If the payment [of child support] is over and above an equal share of the cost of raising the children, the 'cash cow' situation exists" (JSC CFLI: CSS).
- 177 (JSC CFLI: CSS and ALRC, Children). Men's Confraternity also suggests that in many cases the spouse spends the child support money "on themselves or their paramour" (JSC CFLI: CSS). See also the Family Law Reform and Assistance Association (JSC CFLI: CSS).
- 178 DADs Qld, provides a moderate variation of this argument by suggesting that once the children are aged 18 then there should be direct payment of support to them (JSC CFLI: CSS). The Family law Reform Party argues that all child support payments should be made directly into a bank account in the name of the children (JSC CFLI: CSS).
- 179 For example, the Gay and Married Men's Association (ALRC, Contempt) suggests that the custodial parent should have to submit an audited account annually through the Family Court to the non-custodial parent for their approval. See also the Family law Reform Party (JSC CFLI: CSS); Campaign for Men's Rights (JSC CFLI: CSS); Women and Grandparents Treated Unfairly by Family Law (JSC FLA); The Family Law Reform Association NSW Inc (JSC CFLI: CSS); CSAG; DADs, Qld (JSC CFLI: CSS).
- 180 Supplementary submission to JSC CFLI: CSS (by the National President).
- 181 JSC CFLI: CSS. Interestingly some feminist authors have also, from a different perspective, critiqued the construction in purely biological terms of kinship obligations under the Child Support Scheme. See R Boden and M Childs, "Paying for Procreation: Child Support Arrangements in the UK" [1996] IV *Feminist Legal Studies* 131.
- 182 JSC CFLI: CSS.
- 183 Supplementary submission to JSC CFLI: CSS (by the National President). At another juncture (JSC CFLI: CSS) it comments that "the fact that many self employed non-custodial parents can largely avoid child support payments while employed non-custodial parents are required to pay very high rates of child support is a most unacceptable feature of the present scheme" (having just made the point that the vast majority of non-custodial parents are highly responsible and would pay child support even if the scheme wasn't them). See also Parents Without Partners, Maitland, (JSC CFLI: CSS); FLIGHT (JSC CFLI: CSS).
- 184 See the discussion in L Hancock, "Reforming the Child Support Formula: Who benefits?", forthcoming in *Just Policy*.
- 185 Qld, (JSC CFLI: CSS).
- 186 JSC CFLI: CSS. See also the CSAG, NSW, (JSC CFLI: CSS); LFAA (supplementary submission by National President) (JSC CFLI: CSS).
- 187 Essentially the custodial parent must earn more than the average weekly earnings before their income is brought into the child support calculations at all. They are also entitled to additional amounts for childcare. The non-custodial parent, if s/he has no other dependant children is only exempted an amount equivalent to the single rate of the social security pension.
- 188 M Smith, "Child Support Guidelines: Emerging Theories of Child Support" in *Child Custody, Support and Sexual Abuse Allegations in Divorce Litigation*, MCLE, 1987. Smith points out that the higher disregard level is also designed to avoid impairing work force incentives for the custodial parent. Broader structural questions of gender equity are implicit in the comment of the CSAG, NSW, that "consideration of the impact of child rearing responsibilities on women's future earnings has in recent times been negated by equal employment opportunity legislation" (JSC CFLI: CSS).
- 189 See the CSAG (JSC CFLI: CSS); LFAA. Newcastle-Hunter Region group and the National President, (JSC CFLI: CSS); The Family Law Reform and Assistance Association (JSC CFLI: CSS); the Campaign for Men's Rights (JSC CFLI: CSS); FLIGHT (JSC CFLI: CSS).
- 190 JSC CFLI: CSS.

- 191 The Family Law Reform and Assistance Association (JSC CFLI: CSS); CSAG, NT; (JSC CFLI: CSS); DADs (LFAA Conference 1997); LFAA Barry Williams, LFAA Conference 1997); Men's Confraternity (JSC CFLI: CSS); Equality for Fathers (JSC CFLI: CSS).
- 192 DADs (Qld) (JSC CFLI: CSS); the Family Law Reform Party (LFAA Conference 1997); the Non-Custodial Parents Reform Group (JSC CFLI: CSS).
- 193 CSAG, NSW, (JSC CFLI: CSS). Margaret Harrison notes that it is rare that custodial parents, especially when they are sole parents, ever earn close to average weekly earnings, thereby reducing the payable child support, "The Australian Child Support Scheme: Practicalities", in J Eekelaar and P Sarcevic (eds), *Parenthood in Modern Society: Legal and Social Issues for the Twenty-first Century*, Mertinus Nijhoff Publishers, Dordrecht, 1993, p 583.
- 194 Parents Without Partners says that the custodial parent's income should be taken into account if it is above \$20,000 (JSC CFLI: CSS).
- 195 LFAA, Newcastle-Hunter, criticises the formula (JSC CFLI: CSS) for giving no consideration at all to the custodial parents capacity to earn an income. Men's Confraternity would take into account the ex-spouses potential to receive benefits from relatives (JSC CFLI: CSS).
- 196 Who can find themselves paying the mortgage and/or rent on two houses and other expenses while settlement is being worked out, (Newcastle-Hunter) (JSC CFLI: CSS).
- 197 JSC CFLI: CSS.
- 198 Newcastle-Hunter, (JSC CFLI: CSS).
- 199 See DADs, Qld, (JSC CFLI: CSS); the Family Law Reform Association NSW Inc (communication with research assistant & JSC CFLI: CSS); Men's Confraternity (JSC CFLI: CSS); the Gippsland Child Support Action Group (JSC CFLI: CSS); FLIGHT (JSC CFLI: CSS); Family Law Reform and Assistance Association (JSC CFLI: CSS); Parents Without Partners (JSC CFLI: CSS); Non-Custodial Men's Support Group (communication with research assistant); Campaign for Men's Rights (JSC CFLI: CSS); Non-Custodial Parents Reform Group (JSC CFLI: CSS).
- 200 CSAG, NSW, argues discrimination against the second family unit: "Poverty has been transferred to the non- custodial parent and the second family is the family unit which experiences a poor standard of living in order to meet the unreasonably high costs of child support to the first family."(JSC CFLI: CSS).
- 201 LFAA, Newcastle-Hunter, says that they receive complaints from women that their marriages have broken down because of the greed of the first wives and other complaints that new spouses need to work so that payments can be made to the non-custodial parent's former spouse (JSC CFLI: CSS). See also Equality for Fathers (JSC CFLI: CSS); Parent Without Rights (JSC CFLI: CSS); The Family Law Reform Party (JSC CFLI: CSS); the Gippsland CSAG (JSC CFLI: CSS). Some feminist writers have also critiqued the adverse effect the scheme might have on women whose partners are deemed to have more important financial commitments to previous children. See R Boden and M Childs, above, n 181.
- 202 If the liable parent has a new dependent child then the exempted amount goes from the single pension rate to twice the married persons rate and the child additions applicable to social security pensions. Presumably it is this latter amount that these groups are commenting on. For comments on the equity of the manner in which new families reduce the amount of child support paid to existing families see S Parker, "Child Support in Australia: Children's Rights or Public Interest?" (1991)5 *International Journal of Law and the Family* 24 pp 46-7.
- 203 JSC CFLI: CSS.
- 204 CSAG (Vic) (JSC CFLI: CSS): Men's Confraternity argues (JSC CFLI: CSS) that it is a father's right and responsibility to provide for his children and dispose of his income as he deems best.
- 205 Equality for Fathers speaks (JSC CFLI: CSS) of the human rights of fathers and non-custodial parents to continue a normal life.
- 206 Research suggests that after divorce about three quarters of men are better off financially, whereas the opposite is true for women. It also suggests that child support payments have been significant in reducing the poverty of resident mothers. See K Funder, M Harrison and R Weston. *Settling Down: Pathways of Parents after Divorce*, Australian Institute of Family Studies, Melbourne, 1993; L Hancock, "Reforming the Child Support Formula: Who Pays?", forthcoming in *Just Policy*, 1997.

- 207 It is general knowledge that the scheme was introduced in part in response to a crisis about public spending: S Parker, "Child Support in Australia: Children's Rights or Public Interest?" (1991) 5 *International Journal of Law and the Family* 24. Features of the scheme which demonstrate that one of its essential thrusts is public revenue saving include the following: if the recipient of child support is on social security then their pension is reduced by 50 cents for every dollar of child support received above a threshold of \$16.35 per week for the first child and \$5.45 per week for each additional child; private arrangements are available but in very limited circumstances if the recipient of child support is on a pension; lump sum payments or payments in kind cannot rise above 25 per cent of the assessment payable if the recipient is on social security without the liable parent running the risk of having to pay again in cash to the amount exceeding 25 per cent; the scheme only assists children who have non-custodial parents who can and do actually pay.
- 208 As well as many specific suggestions that don't have general currency, which we will not go into exhaustively here. For example, the CSAG, NT argues (JSC CFLI: CSS) that custodial parents who are not on the dole should be required to pay the Child Support Agency a fee for their services to cover costs and encourage private agreement. Men's Confraternity argues (JSC CFLI: CSS) that the Child Support Agency must guarantee that the children are still alive. In their submission the father should at all times have their current address and if he can prove the address is not current payments should stop immediately.
- 209 CSAG, NSW, (JSC CFLI: CSS); DADs (Qld & NSW) (JSC CFLI: CSS); Parent Without Rights (JSC CFLI: CSS); LFAA (ALRC, Equality & Lone Fathers' Noos); The Family Law Reform Association NSW Inc (JSC CFLI: CSS)' Parents Without Partners (JSC CFLI: CSS); Men's Confraternity (JSC CFLI: CSS); Non-Custodial Men's Support Group (communication with research assistant). But note Bowen, above, n 173, p 48. who argues that child support is not calculated on before-tax income because the costs of raising children are not a tax deduction for parents who are still married.
- 210 DADs, Qld, (JSC CFLI: CSS); Parent Without Rights (JSC CFLI: CSS); the Family Law Reform Party (JSC CFLI: CSS); LFAA, Newcastle-Hunter, (JSC CFLI: CSS and ALRC, Equality); The Family Law Reform Association NSW Inc (JSC CFLI: CSS); Men's Confraternity (JSC CFLI: CSS); FLIGHT (JSC CFLI: CSS); Family Law Reform and Assistance Association (JSC CFLI: CSS).
- 211 DADs, NSW, (JSC CFLI: CSS); FLIGHT (JSC CFLI: CSS).
- 212 CSAG, NSW, (JSC CFLI: CSS); DADs, NSW, (JSC CFLI: CSS); Men's Confraternity (JSC CFLI: CSS). In general a parent who is reliant on social security will not have to pay child support: J Bowen, *Child Support: A Practitioner's Guide*, LBC, Sydney, 1994, p 27.
- 213 Men's Confraternity (JSC CFLI: CSS): CSAG, NSW, argues (JSC CFLI: CSS) that the grounds for review are narrow and inflexible; LFAA, Newcastle-Hunter, suggests (JSC CFLI: CSS) that hardship cases are not being considered. For a different set of perceptions note the submission of the Single Mothers' Support Group (JSC CFLI: CSS) which comments on the ease with which non-custodial parents seem to be granted departure orders for lower amounts of child support.
- 214 See ss 8, 47-54 Child Support (Assessment) Act.
- 215 See for example, the Non-Custodial Parents Reform Group (JSC CFLI: CSS); the Family Law Reform Association NSW Inc (JSC CFLI: CSS); CSAG, NSW. (JSC CFLI: CSS); FLIGHT (JSC CFLI: CSS).
- 216 Men's Confraternity also argues that reductions in maintenance should start with 1 per cent access, and that child support access reduction should be based on hours not nights (JSC CFLI: CSS).
- 217 See above, n 63.
- 218 CSAG, NT; (JSC CFLI: CSS); FLIGHT (JSC CFLI: CSS); The Family Law Reform Association NSW Inc (JSC CFLI: CSS); Campaign for Men's Rights (JSC CFLI: CSS).
- 219 DADs, Qld, (JSC CFLI: CSS); see also Parent Without Rights (JSC CFLI: CSS); the Family Law Reform Party (JSC CFLI: CSS); Parents Without Partners (JSC CFLI: CSS); Non-Custodial Parents Reform Group (JSC CFLI: CSS); Campaign for Men's Rights (JSC CFLI: CSS); LFAA, Newcastle-Hunter, (JSC CFLI: CSS).
- 220 Parents Without Partners (JSC CFLI: CSS); Men's Confraternity (JSC CFLI: CSS).
- 221 DADs, NSW. for example, argues that there should be an automatic financial review whenever the custodial parent remarries or lives de facto with someone and their combined wages are two and a half times greater than their average weekly earnings (JSC CFLI: CSS).

- 222 JSC CFLI: CSS. This is further evidence of the "user pays" mentality of some of the groups in relation to the connection between child support and access/contact. See above, text to n 129.
- 223 Ibid.
- 224 Ibid.
- 225 See text to n 305.
- 226 See, for example, CSAG, Vic, (JSC CFLI: CSS); Men's Confraternity (JSC CFLI: CSS); Non-Custodial Parents Reform Group (JSC CFLI: CSS); the Family Law Reform Party (JSC CFLI: CSS); and some groups of DADs, for example Qld (JSC CFLI: CSS).
- 227 See The Family Law Reform Association NSW Inc (JSC CFLI: CSS); Parents Without Partners, Maitland, (JSC CFLI: CSS).
- 228 Equality for Fathers comments that the government in making provision for child support has tried to shift unreasonable responsibility for sole parents onto fathers because it found it to be an "economical impossibility". It goes on to say that "[i]t is not society's responsibility to ensure that parents can reproduce without any responsibility for the care and happiness of their children.....if it is solely a women's decision about whether or not they wish to continue a pregnancy then she, or she and her partner, have the responsibility to ensure the ability to pay for the upbringing of the child". (JSC CFLI: CSS).
- 229 The Australian Council of Social Service and the Women's Electoral Lobby withdrew their support for the Child Support Scheme in 1987 when it became clear there would be no such guaranteed minimum amount or "advance maintenance guarantee". See R Greycar, "Family Law and Social Security in Australia: The Child Support Connection" (1989) 3 *AJFL*, 70 p 83
- 230 *Sydney Morning Herald*, 24 Sept 1997, p 1; *Sydney Morning Herald*, 2 October 1997, p 15. These reforms were prepared by the Assistant Treasurer and the Minister for Social Security. They have not yet been reduced to a bill and will not be implemented before 1999. Note that in June 1997 Roger Price MP introduced a private members bill, which, to date, has had a first reading only.
- 231 By \$901.
- 232 From \$37,424 to \$29,598.
- 233 Although they would say the changes have not gone far enough. See B Arndt, "Wimping on Child Support", *Sydney Morning Herald*, 2 October 1997: "Father Slams Child Support Changes", *The Age*, 2 October 1997.
- 234 ALRC, Children. See also LFAA (ALRC, Equality and LFAA Conference, 1997): the Family Life Movement (JSC FLA): Men's Confraternity Review of Restraining Orders: the Family Law Reform Party (LFAA Conference, 1997); The Men's Rights Agency (communication with research assistant).
- 235 ACT (JSC FLA).
- 236 ALRC, children. See further B Williams, *Custody, Access and Accusations of Incest*, LFAA, Canberra, 1992 (written by the National President of LFAA).
- 237 Equal Opportunity Sub-committee (ALRC Matrimonial Property).
- 238 ALRC, Children
- 239 Ibid.
- 240 See for example, the papers by Dr F Williams, "Child Custody and Parental Co-operation", presented at AMA Family Law Section Conference, 1988 and "Preventing Parentectomy Following Divorce" Keynote Address, National Council for Children's Rights, 5th Annual Conference, Washington DC, 20 October 1990, which have been attached to submissions by LFAA.
- 241 "Reinstating Patriarchy: the Politics of the Family and the New Legislation" in Mullender and Morley (eds), above, n 66, pp 73-4.

- 242 ARLC, Intractable Access.
- 243 ALRC, Equality.
- 244 M Hume, "Study Of Child Sexual Abuse Allegations within the Family Court of Australia", Conference Paper in Enhancing Access to Justice: Family Court of Australia, Second National Conference, 20-23 September 1995, Sydney, NSW: Family Court of Australia, 1996, pp 205-12.
- 245 L Trimboli and R Bonney, *An Evaluation of the NSW Apprehended Violence Order Scheme*, NSW Bureau of Crime Statistics and Research, Sydney, 1997.
- 246 LFAA, Sydney, (JSC FLA).
- 247 JSC CFLI: CSS.
- 248 Review of Restraining Orders.
- 249 ALRC, Children.
- 250 JSC CFLI: CSS. Men's Confraternity also suggest that a night court should be established and that both parties should be take there for compulsory counselling and determination of fault if a domestic violence complaint is made (Review of Restraining Orders).
- 251 See H Astor, "Violence and Family Mediation: Policy", (1994) 8 *AJFL* 3: F Kaganas and C Piper, "Domestic Violence and Divorce Mediation", *JSWFL* 265.
- 252 The Family Law Reform Party home page: <http://www.gil.com.au/famlaw/>
- 253 It is also uncertain whether the fathers would be aware of the presence of cameras. if so, it is questionable how much the proposal achieves, given what we know about the ability of abusers to abuse in situations which maintain the secrecy of the abuse: A Hartan, B Johnson, L Roundy and D Williams (eds), *The Incest Perpetrator*, Sage, California, 1990; C A Dietz and J L Craft, "Family Dynamics of Incest - a New Perspective", (1995) *Social Casework* 602.
- 254 "Child Sexual Abuse, Access and the Wishes of Children" (1995)9 *International Journal of Law and the Family* 54, p 63.
- 255 Review of Restraining Orders. Elsewhere this group suggests that women are the "main protagonists in family violence". CSAG also claims that women are the perpetrators of domestic violence as much as men. The Men's Rights Agency says that there is no acknowledgment of the fact that women are perpetrators of domestic violence and no provisions protecting men and children from their violence.
- 256 For example, M A Straus, R J Gelles and S K Steinmetz, *Behind Closed Doors: Violence in the American Family*. Sage, California, 1980; M A Straus and R J Gelles, "Societal Change and Change in Family Violence from 1975 to 1985 as Revealed by Two National Surveys" (1986) 48 *Journal of Marriage and the Family* 465. Such studies are referred to expressly by LFAA in their submission to ALRC, Children.
- 257 See further: R E Dobash and R P Dobash, *Women, Violence and Social Change*, Routledge London, 1992, particularly pp 271-84; R E Dobash and R P Dobash, "The Politics of Research" in K Yllo and M Bograd (eds), *Feminist Perspectives on Wife Abuse*, Sage, California, 1988.
- 258 Men's Confraternity provide a list of psychological, physical, economic, social and institutional violence perpetrated against men. This list includes "withholding", "shunning", "tampering with car brakes", "credit excess", "misuse of family budget funds", "mind poisoning of friends, neighbours, children and relatives to induce them to shun, avoid and deny men an open social relationship", and "religion" (the example provided is "admission of women priests against the Bible's teachings"), (Break the Silence).
- 259 See K O'Donovan, *Family Law Matters*, Pluto Press, London, 1993, ch 1; M Freeman, "But if You Can't Rape Your Wife, Who(m) Can You Rape?" (1981)15 *Family Law Quarterly* 1; C Boyle, "Married Women - Beyond the Pale of the Law of Rape" (1981)1 *Windsor Yearbook of Access to Justice* 201.
- 260 ALRC, Equality; S Hatty, "On the Reproduction of Misogyny: The Therapeutic Management of Violence" in S Hatty (ed), *Proceedings of National Conference on Domestic Violence*, Vol 1, pp 321-33, describes misogynist ideologies in which women are blamed for their victimisation and men are absolved of responsibility for their violence.

- 261 LFAA (ALRC Children).
- 262 LFAA (Barry Williams, LFAA Conference, 1997).
- 263 The Australian Family Law Action Group talks about the large number of murder-suicides for which the Family Court is directly responsible (JSC FLA). The Family Law Action Group suggests that judges are "accessories to murder, suicide and countless cases of mental breakdown" (JSC CFLI: CSS).
- 264 Women Who Want to be Women comment that the injustice of the Family Law Act has driven otherwise law-abiding citizens to actions of desperation - suicide, kidnapping etc (JSC FLA).
- 265 The Family Law Reform Party argues (JSC CFLI: CSS) that making ex parte restraining orders available "totally ignores the emotional trauma that is created by an order that fails to hear both sides of an argument and creates an emotional crises that many times leads to murder and suicide".
- 266 Parent Without Rights (JSC FLA).
- 267 The Family Life Movement blames the violence on the inappropriate adversarial system and suggests that mediation results in less stress, illness and "provoked" violence (JSC FLA).
- 268 The Family Law Reform and Assistance Association comments that "if Australia is appearing to lead the way in child support reforms then it is doing so through anguish, heartaches, marital breakdowns and murder/suicide" (JSC CFLI: CSS).
- 269 Parents without Partners (communication with research assistant); The Family Life Movement (JSC FLA).
- 270 ALRC, Intractable Access.
- 271 "[W]omen have had their marriage needs [children] fulfilled but men's ongoing need for sexual release will require servicing continuously by her in a monogamous marriage relationship." So she institutes a "post- pregnancy programme of verbal and psychological abuse, particularly to avoid having sexual intercourse with her husband. This non-servicing of his needs is not enforceable under the marriage vows and he can in fact be punished under rape in marriage legislation." (Break the Silence).
- 272 LFAA, (ALRC, Equality): "The Family Law Court has demonstrated its lack of respect and contempt towards the community and its rulings, has encouraged the violence never before known in Australian history."
- 273 LFAA, Qld, (ALRC, Contempt).
- 274 LFAA, Rockhampton, (JSC FLA).
- 275 "Influences on Parent-Child Relationships in Non-Custodial Fathers" (1993)14 *Australian Journal of Marriage and Family* 151 at p 154. Some groups and/or individuals use the violence in an attempt to bully the Family Court or reform bodies. See for example, T Taylor, "Australian Terrorism: Traditions of Violence and the Family Court Bombings" (1992) 8 *Australian Journal of Law and Society* 1 at p 29, who discusses the response of some fathers' rights groups to the family court bombings: It is not surprising that a man in the audience told a meeting of FLAG (Family Law Action Group), "You will get more response from the politicians about changing the (Family Law) Act if a few more get killed"
- 276 FLIGHT Newsletter.
- 277 See P MacDonald (ed), *Settling Up: Property and Income Distribution on Divorce*, Prentice Hall, Sydney, 1986; K Funder, M Harrison and R Weston, *Settling Down - Pathways of Parents After Divorce*, AIFS. Melbourne; 1993.
- 278 ALRC, Matrimonial Property. The Family Law Reform Party (JSC CFLI: CSS).
- 279 LFAA, Newcastle-Hunter, (JSC CFLI: CSS). 60 (1998)12 *Australian Journal of Family Law*
- 280 It is worth noting that in fact, spousal maintenance is rarely granted, see above, n 121.
- 281 LFAA (ALRC, Matrimonial Property) suggests a 50/50 split of property acquired in marriage and considers that no reference should be made to non-financial contributory factors such as home-making and child-rearing. They believe that property brought into the marriage, or its value, should belong to the individual party who brought it in. They also suggest that at any time during the marriage the parties should have the option of "contracting out" of the property

- regime. Their proposals can be contrasted with those made by Parents Without Partners (ALRC, Matrimonial Property) which are that adequate provision for the present and future needs of the children of the marriage should have Priority over the claims of either parent in respect of property division. They emphasise the need to "alleviate the poverty trap and take into account the disadvantaged earning capacity of almost all custodial parents". Accordingly they suggest a flexible 60/40 guideline in favour of the custodial parent and suggest that it would benefit both parents and the children if the non-custodial partner were to forgo any or part of a claim to the marital home in lieu of paying maintenance. It must be recognised that these proposals were made before the introduction of the new child support regime, and can be contrasted with the position taken in their submission on that scheme. This was that "custodial parents live well while non-custodial parents live in poverty". It is not clear whether this dramatic difference in opinion reflects the fact that these submissions were prepared by different authors and/or branches or whether the effect of the scheme has resulted in a shift in their official position.
- 282 M Fineman, *The Illusion of Equality: The Rhetoric and Reality of Divorce Reform*, University of Chicago Press, Chicago, 1991, p 89.
- 283 LFAA (ALRC, Equality); the Family Law Reform Party (LFAA Conference, 1997); the Family Law Reform Group (JSC FLA); Men's Confraternity (JSC CFLI: CSS); Women who Want to be Women (JSC FLA).
- 284 Communication with research assistant.
- 285 LFAA (ALRC, Matrimonial Property).
- 286 Research supports the proposition that women are more likely to initiate the termination of marriage than men are. Research in Australia and overseas indicates that women initiate divorce in approximately 60 per cent of cases. However a notion of fault based on this fact will be decontextualised and simplistic. For a discussion of the emotional difficulties that men have following separation, particularly when it is one they have not initiated, see P Jordan, *The Effects of Marital Separation on Men -10 Years On*, Research Report No 14, Family Court of Australia, Sydney, 1996, p 13.
- 287 LFAA, Newcastle-Hunter, also argues (JSC CFLI: CSS) that non-custodial parents are discriminated against as a result of the high incidence of termination of marriages by the female partner without their consent or agreement (65 per cent). A fact which they say is encouraged by the lack of a consideration of fault in divorce proceedings.
- 288 See, for example, Men's Rights Agency (communication with research assistant). The LFAA submits (Barry Williams, LFAA Conference, 1997) that the fact that apprehended violence orders are taken into account in property cases is inconsistent with the no fault principle. In fact many commentators would argue that this is not being done and that more consideration should be taken of violence in property proceedings: J Behrens, "Domestic Violence and Property Adjustment: A Critique of 'No Fault' Discourse" (1993) 7 *AJFL* 9; J Behrens, "Violence in the Home and Family Law: An Update" (1995) 9 *AJFL* 70. See also R Graycar, "The Relevance of Violence in Family Law Decision Making" (1995) 9 *AJFL* 58 at p 59-60.
- 289 The Family Law Reform Association argue (JSC FLA) that no legal action around family break up should be permitted without participation in 12 months of counselling. Men's Confraternity (communication with research assistant) favours the complete abolition of divorce for couples who have been married for less than five years.
- 290 Communication with research assistant.
- 291 The Family Law Reform Party (JSC CFLI: CSS) argues that s 121... allows a large amount of secrecy and allows star chamber tactics that would do the Spanish Inquisition proud".
- 292 JSC FLA. See also LFAA, Sydney, (JSC FLA) and Qld (ALRC, Contempt).
- 293 JSC FLA.
- 294 JSC FLA.
- 295 I McCall, Publicity under the Family Law Act: proposals for the Amendment of Section 121, April 1997.
- 296 Attorney-General's Press release, 25 June 1997.
- 297 "Silence in the Court", *The Sydney Morning Herald*, 18 August, 1997. The Sydney Morning Herald ran two articles, one in favour of relaxing the restrictions, the other opposed. The article which argued for relaxation was authored by Michael Green, QC, a prominent spokesperson for fathers' rights interests. See also Sex/Life episodes 19 and 20, featuring Mr Green.

- 298 J Harrison, Submission to the Attorney-General on Publication in Family Law Proceedings, National Women's Justice Coalition, 1997
- 299 Above, n 297.
- 300 CSAG. Vic, (JSC CFLI: CSS); LFAA (ALRC, Equality).
- 301 Communication with research assistant. See also Men's Confraternity (ALRC, Matrimonial Property).
- 302 Men's Confraternity also argues that new legislation should be enacted within a framework of equality (JSC CFLI: CSS). It suggests that the Family Law Act was prepared before the "proclamation of equality" and is therefore an anachronism (ALRC, Matrimonial Property).
- 303 Parent without Rights (communication with research assistant and JSC FLA); The Men's Rights Agency (communication with research assistant); LFAA (ALRC, Equality); Equality for Fathers (JSC CFLI: CSS).
- 304 JSC FLA.
- 305 ALRC, Children. See also LFAA (Executive Committee) (JSC FLA); Parent without Rights (ALRC, Children); Parents without Partners (NSW) (JSC FLA); The Family Life Movement (JSC FLA); The Family Law Reform Party (JSC CFLI: CSS); The CSAG (communication with research assistant).
- 306 Note that a number of authors have cautioned against private ordering on the basis that it replicates and perpetuates power imbalances that currently exist in the private sphere between men and women. See J Behrens, above, n 32.
- 307 ALRC, Children. The Family Life Movement (JSC FLA); Parents without Partners, NSW, (JSC FLA); the Family Law Reform Party (JSC CFLI: CSS); the CSAG (communication with research assistant); the Family Law Reform Group (JSC FLA); DADs, Qld, (JSC CFLI: CS S); LFAA (ALRC, Matrimonial Property); the Family Law Reform Association NSW Inc (communication with research assistant); Women and Grandparents Treated Unfairly By Family Law (JSC FLA). The Australian Family Law Action Group is alone in arguing that the adversarial process should be replaced with an inquisitorial system (JSC FLA).
- 308 ALRC, Children. This group argues that many of the counsellors are female and therefore not empathetic to men - what they label a "brigade of female chauvinistic counsellors". LFAA, Sydney, is another organisation arguing (JSC FLA) that the Family Court counselling service (and the Family Court Mediation service) is biased, uninformative, creates animosity and is not subject to scrutiny. They say that counselling is coercing men into making unfavourable agreements.
- 309 Similarly, FLAG comments (JSC FLA) that they have received "countless horrendous records of 'counselling' by the 'Family' Court which has directly resulted in the actual subversion, corruption and destruction of families".
- 310 ALRC, Children.
- 311 LFAA (ALRC, Contempt). Parents without Partners say (communication with research assistant) that they try to "get people away from the solicitors who are the real problem". Parent Without Rights argues (JSC FLA) that men often consent to the woman having sole custody because of misinformation or pressure by their lawyers.
- 312 This acknowledgment sits uncomfortably with the statistics they cite in the context of custody. See above text to n 93 and following.
- 313 The Men's Rights Agency claims that the legal aid dollar is split 2:1 in favour of women (communication with research assistant). LFAA Executive Committee claims (JSC FLA) that there is unlimited legal aid for mothers and prohibitive costs of legal representation for fathers. At another point they say that legal aid for the non-custodial parent is "never granted". See also Men's Confraternity (ALRC, Matrimonial Property); DADs (communication with research assistant); Parent without Rights (JSC FLA); the CSAG, Northern Rivers, (JSC CFLI: CS S). In contrast, Legal Aid Statistics indicate that women are legally aided because of their financial position, that both men and women benefit from Child Support for[um] run by Legal Aid and that men receive between approximately 32-39 per cent of all Legal Aid funding in family law matters, Legal Aid in Australia 1993-1994, Statistical Yearbook, Attorney-General's Dept, June 1995.
- 314 JSC CFLI: CSS.
- 315 ALRC Matrimonial Property.

316. LFAA, Sydney, (JSC FLA); Women and Grandparents Treated Unfairly by Family Law (JSC FLA); Men's Confraternity (ALRC, Matrimonial Property).
- 317 For example, the Non-Custodial Parents Reform Group describe lengthy delays before phones are answered, inconsistent information and advice, a high number of errors, no acknowledgment of the receipt of correspondence and no pamphlets explaining the scheme in English or otherwise (JSC CFLI: CSS). LFAA, Newcastle-Hunter, comments that most of the staff in the Child Support Agency were of "ethnic origin" and were extremely difficult to communicate with. When people asked to be transferred to a more fluent English- speaking person, "ethnic discrimination was threatened" by the staff (JSC CFLI: CSS). See also the Child Support Action Group (NSW, NT & Vic) (JSC CFLI: CSS): Parents without Partners (JSC CFLI: CSS); The Family Law Injustice Group Helping Together (JSC CFLI: CSS); DADs, Qld, (JSC CFLI: CSS).
- 318 DADs, NSW (JSC CFLI: CSS); the Non-Custodial Parents' Reform Group (JSC CFLI: CSS); Men's Confraternity (JSC CFLI: CSS). For a contrast in perspective note the evidence regarding the difficulties custodial parents have experienced under the scheme in obtaining child support or dealing with the Child Support Agency. See the submissions on the Child Support Scheme of the WA Legal Aid Child Support Unit; Women's Information and Referral Exchange, Illoura Centre (Qld); Single Mothers' Support Group; Women's Electoral Lobby (ACT); Dale Street Women's Health Centre (SA); Domestic Violence Interagency (ACT); Centacare (Tas & NSW); Canberra One Parent Family Support Service (Birthright) (JSC CFLI: CSS).
- 319 NSW, JSC CFLI: CSS. A representative of DADs speaking to our research assistant also commented on the inequity of funding women's groups. He illustrated this point by the fact that at 'The Attorney-General's meeting in Melbourne' there were 140 "women's groups" (it is not clear what criteria he was using to classify the groups) and only 40 "men's groups". Men's Confraternity suggests that there has been a tendency for the feminist organisations who have spearheaded the change in women's roles (described as "free[ing] themselves in recent years of their role obligations without accepting the obligations of men or relinquishing aspects of their former lifestyle when it suits them") to be funded. Men's Confraternity formed itself "to present an alternative view to these organisations". (ALRC, Matrimonial Property). The Men's Rights Agency (communication with research assistant).
- 320 Communication with research assistant. Men's Confraternity argue that the same refuge facilities should be set up for men (JSC CFLI: CSS). In fact, a Wesley Mission Report revealed that approximately one third of the homeless in Sydney are women yet there are only 83 crisis beds for women; "Two Million Trapped in Life of Poverty", *Sydney Morning Herald*, 15 May 1996. The Homeless Person's Information Centre commented that there are up to 640 crisis beds for men in Sydney. *Sydney Morning Herald*, 8 February 1995.
- 321 JSC CFLI: CSS.
- 322 Review of Restraining Orders.
- 323 ALRC, Children.
- 324 Jordan (1984 and 1996), above, n 286; M Harrison, Attitudes of Divorced Men and Women to the Family Court, Australian Family Research Conference, ANU, Canberra, pp 23-25 November 1983.
- 325 For example, it is unfortunate that the feelings of disempowerment suffered by some men have been translated and transferred by the groups into punitive measures towards single mothers and lesbians.
- 326 Collier, above, n 9 at 35.
- 327 R Coward. "How Fatherhood became a Taboo", *The Age*, 8 May 1996.
- 328 D Brown and R Hogg, "Law and Order Commonsense" (1996) 8 *Current Issues in Criminal*

Annexe

Clé des abréviations utilisées dans le présent rapport

Instances de réforme du droit et commission parlementaires

ALRC - Australian Law Reform Commission

ALRC, Children - Speaking for ourselves: Children and the legal process, Issues Paper 18, AGPS, Canberra, 1996
ALRC, Contempt - Contempt, Report No 35, AGPS, Canberra, 1987

ALRC, Equality - Equality before the Law: Justice for Women

ALRC, Intractable Access - For the Sake of the Kids: Complex Contract Cases and the Family Court, Report No 73, AGPS, Canberra, 1995

ALRC, Matrimonial Property - Matrimonial Property, Report No 39, AGPS, Canberra, 1987

JSC CFLI: CSS - Joint Select Committee into Certain Family Law Issues: Child Support Scheme

JSC FLA - Joint Select Committee into the Family Law Act

Review of Restraining Orders Taskforce on Family and Domestic Violence and the Ministry of Justice (WA) May, 1995

Break the Silence - Break the Silence: Report of the Taskforce on Domestic Violence to the Western Australian Government, January 1986. Groupes de pères séparés

CSAG - Child Support Action Group

DADs - Dads Against Discrimination

FLAG - Family Law Action Group

FLIGHT - Family Law Injustice Group Helping Together

FLRP - Family Law Reform Party

FNF - Families Need Fathers (UK)

LFAA - Lone Fathers Association, Australia

Mis en forme : Anglais
Canada

© Tous droits réservés aux deux auteurs et à Sisyphe (sisyphe.org) pour la version française de cette recherche.